

DOSSIER



ÉLARGISSEMENT DE L'UE L'Europe accueille 70 millions de nouveaux citoyens

La première phase de l'élargissement à l'Est et celles qui suivront placent le Vieux Continent devant des défis de taille

6

Un partenariat historique

Entretien avec Alex Melzer, spécialiste de la transition

12

Soutenir la transition en partant de la base

Avec l'aide de la coopération suisse, des forums communaux contribuent au processus de réforme en Bulgarie

14

Formation à la carte pour réduire la pauvreté

Au Pérou, la DDC soutient la formation professionnelle afin d'améliorer les conditions de vie des jeunes marginalisés et des femmes

24

FORUM



«L'aide humanitaire a toujours des incidences sur la guerre»

L'Américaine Mary Anderson est la première à avoir examiné les risques que comportent des secours irréfléchis ou mal conçus

26

Les nouvelles violences

Pour l'écrivain hondurien Julio Escoto, l'Amérique centrale a besoin de nouveaux schémas de pensée

29

Sommaire

HORIZONS



ROUMANIE

Dans l'attente des investisseurs étrangers

Après un demi-siècle de régimes autoritaires, la Roumanie se convertit lentement à la démocratie et à l'économie de marché

16

Woodstock au bord de la mer Noire

Liviu Papadima raconte son combat pour sauver une plage convoitée par les promoteurs

20

DDC

La solidarité est une attitude, pas un calcul d'épicier!

Le directeur de la DDC Walter Fust dénonce les querelles de chiffres au sujet de l'aide au développement

21

Le chaos et les ruines pour seul laboratoire

La médecine suisse de catastrophe sera mise en valeur par une nouvelle académie qui forme également les médecins militaires

22

CULTURE



La photographie contemporaine en Afrique

À Berne, l'exposition «Rites sacrés, rites profanes» offre une sélection des photos présentées lors de la biennale de Bamako

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce qu'un <i>stakeholder</i> ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Peur, courage et Woodstock à la roumaine

L'élargissement de l'Union européenne (UE) aux pays de l'Est, réalisé le 1^{er} mai dernier, est un projet colossal et unique en son genre. Les chiffres ont de quoi impressionner : avec les dix nouveaux venus, l'UE compte désormais 25 pays membres et représente un gigantesque marché de 450 millions d'habitants ; son budget global atteint cette année 111,3 milliards d'euros ; chaque année, 50 milliards d'euros seront transférés sous forme d'investissements dans les régions structurellement défavorisées.

Ces chiffres peuvent faire peur, et ce ne sont pas les défis qui manqueront : certains craignent une vague d'immigration, d'autres des disparités économiques entre anciens et nouveaux pays membres ; et d'autres encore se chamaillent sur la répartition optimale des ressources financières. Mais ces chiffres peuvent aussi donner du courage : les intérêts économiques vont de pair avec une sécurité accrue au sein de l'Union élargie. On entend affronter ensemble les dangers que constituent par exemple le terrorisme international ou les catastrophes naturelles et écologiques. La stabilité interne de l'Europe ira en s'améliorant. De plus, « l'élargissement à l'Est et la création d'un marché de 450 millions de consommateurs vont apporter davantage de prospérité au sein de l'Union », comme l'écrit Stephan Israel, auteur de notre dossier. Ce journaliste observe quotidiennement l'UE depuis son centre nerveux à Bruxelles. Ayant été durant plusieurs années correspondant dans les Balkans, il connaît également de l'intérieur quelques-uns des nouveaux pays membres.

Les effets positifs escomptés profiteront aussi – surtout en termes de stabilité – aux pays partenaires de la DDC, qui réalise avec succès des activités de coopération en Europe

de l'Est depuis la fin du communisme. En raison de sa grandeur même et de cet immense défi d'intégrer au plus vite et le mieux possible les nouveaux adhérents, l'Union européenne atteint ses limites, laissant également entrevoir ses faiblesses. C'est là qu'interviennent les spécificités de la Suisse, qui font la force de sa coopération avec l'Est et de sa coopération au développement dans le Sud.

Depuis toujours, l'être humain est au centre de nos préoccupations. Nous travaillons en quelque sorte du bas vers le haut. Concrètement, cela signifie que nous appuyons le fameux – et souvent laborieux – processus de transition à la base, en soutenant les populations locales, en renforçant la société civile et, donc, le processus de démocratisation. Du point de vue international, ce n'est peut-être pas vraiment spectaculaire. Mais pour les pays concernés, c'est une aide vitale, efficace et indispensable. Vous en trouverez une illustration dans l'article « Soutenir la transition en partant de la base », qui fait partie de notre dossier sur l'élargissement à l'Est (pages 6 à 15).

La Roumanie n'appartient pas encore à l'UE, mais elle est aussi en pleine transition, comme le montre notre portrait de pays (page 16). Dans un texte pétillant d'humour et de sagesse, intitulé « Woodstock au bord de la mer Noire » (page 20), le Roumain Liviu Papadima donne un exemple de la manière dont les gens perçoivent ce processus au jour le jour et même pendant leurs vacances.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



BF

Surfer en faisant le plein

(bf) Impossible de ne pas voir l'immense toit de chaume qui recouvre la station d'essence située près de Livingstone, en Zambie, sur la route qui mène aux chutes Victoria. Pourtant, son toit (ignifugé) n'est pas la seule originalité de la première station de la compagnie pétrolière Vuma, un mot qui signifie «énergie» en langue locale. Cette entreprise zambienne est un nain par rapport aux géants que sont Esso ou BP. Mais elle s'est déjà taillé un beau succès en affirmant clairement sa responsabilité sociale à l'égard de la population locale. Ainsi, elle offre à ses clients un libre accès à Internet. Payé par Vuma, un médecin vient une fois par mois dispenser gratuitement des soins de base aux enfants de la région. La construction de ce premier point de ravitaillement a été confiée à des artisans locaux et les 16 employés viennent tous de la région. La compagnie Vuma entend consacrer une partie de ses bénéfices à des programmes d'éducation en collaboration avec les autorités locales. Elle prévoit d'implanter prochainement, selon les mêmes principes, 200 stations d'essence dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, dont le Zimbabwe, l'Angola et la Tanzanie.

Lépreux exclus des marchés

(bf) Depuis les temps bibliques, la lèpre est une maladie stigmatisante. Son caractère contagieux, mais aussi l'aspect repoussant de

ceux qui en réchappent, font que les lépreux sont souvent rejetés par leurs familles. Au Tchad, à environ 20 km de la ville de N'Djamena, d'anciens lépreux cultivent avec succès des herbes et des légumes. Bien qu'ils soient guéris, personne ne leur achèterait leur production sur les marchés locaux. C'est pourquoi ils en confient la vente à «des proches non amputés», comme dit Aboubakar Ahmat, lui-même ancien lépreux. Cette maladie est typiquement liée à la pauvreté. Le manque d'hygiène et la sous-alimentation favorisent sa propagation. Les régions les plus touchées se trouvent en Inde, au Brésil et en Afrique. Après plus d'un siècle de recherches scientifiques intensives, on ne sait toujours pas exactement comment la lèpre se transmet. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elle a régressé ces dernières années. Il y a aujourd'hui dans le monde environ 4 millions d'anciens lépreux qui ont dû subir des amputations.

Un train sauvé par ses usagers

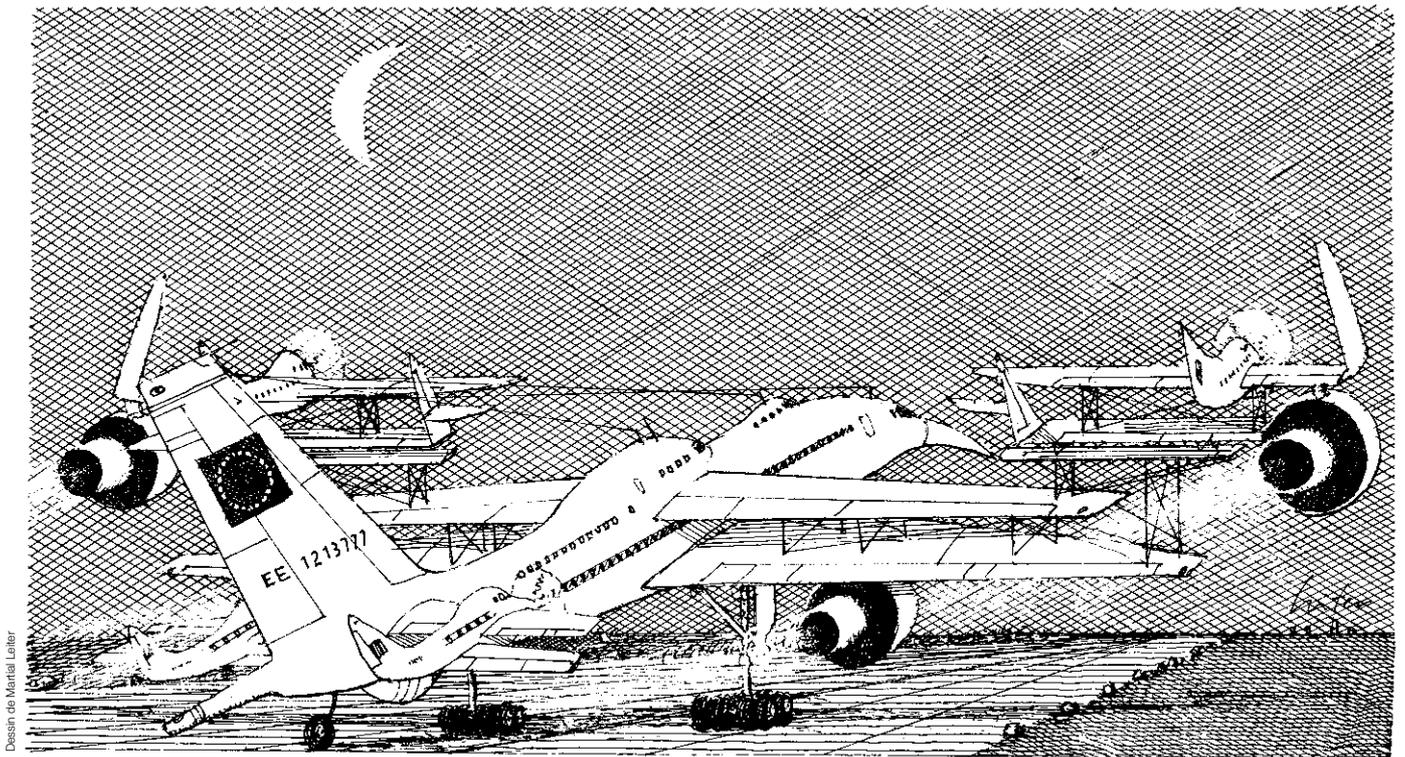
(jls) Dans le sud-est de Madagascar, une région toute entière s'est mobilisée pour sauver un chemin de fer condamné à disparaître. À défaut de routes goudronnées, le sort de quelque 100 000 habitants dépend de la ligne ferroviaire de 163 kilomètres qui relie la ville de Fianarantsoa au port de Manakara. Or, durant les années 90, de fréquents éboulements, l'absence d'investissements et la mauvaise gestion avaient conduit à une détérioration considérable tant de l'infrastructure que des services. En 2000, les trois ethnies locales ont surmonté pour la première fois leurs divisions ancestrales et signé une convention pour la réhabilitation de la voie ferrée. Avec le soutien de bailleurs de fonds internationaux et la bénédiction des chefs traditionnels, elles ont pris des mesures pour protéger les rails, fixer le sol et limiter les déraillements. Les résultats sont encourageants, puisqu'en 2002, la ligne a dégagé des bénéfices.

Paysans en colère au pied de la citadelle

(bf) Les protestations de la population locale se multiplient au Pérou contre la privatisation du tourisme. En 2001 déjà, on avait gelé avec l'appui de l'Unesco un projet controversé de téléphérique et la construction d'un hô-



Claudine Doury / Agence VU



Un bon départ



tel de luxe dans les ruines du Machu Picchu, patrimoine de l'humanité. Aujourd'hui, ce sont surtout des paysans qui montent aux barricades pour lutter contre l'expropriation et la marginalisation. Ainsi, les familles vivant autour de la forteresse de Kuelap, construite à l'époque préincacaique, s'opposent au projet du gouvernement qui entend accorder à des concessionnaires étrangers des droits d'exploitation touristique sur une superficie de 6000 hectares. Les villageois,

descendants de la civilisation des Chachapoyas, ont entretenu durant des siècles cette citadelle historique. Dans la région de Playa Hermosa/Tumbes, sur la côte nord, d'autres paysans se mobilisent contre la construction d'un gigantesque complexe de loisirs comprenant des hôtels de luxe. Ce projet aurait pour effet non seulement de couper l'accès des pêcheurs à la mer, mais aussi de détruire des bananeraies, des cultures maraichères et des rizières. Là aussi, les cultivateurs récla-

ment un développement touristique durable et exigent d'y être systématiquement associés.

Fumée mortelle dans la cuisine

(bf) Dans les pays en développement, la fumée des fourneaux ménagers tue chaque année 1,6 million de personnes, dont un million d'enfants. Tel est le résultat d'une étude réalisée par Intermediate Technology Development Group, en Grande-Bretagne. La pollution de l'air à l'intérieur des habitations constitue ainsi le quatrième facteur de

mortalité dans les pays pauvres, bien avant le paludisme ou l'eau souillée. Les taux de toxicité dans les logis les plus démunis atteignent souvent plus de cent fois les valeurs limites. Il a été établi que les femmes occupées à cuisiner sur des foyers ouverts voient multiplié par quatre le risque de contracter une affection chronique des poumons, comme une bronchite. En Chine, les ménagères travaillant sur des fourneaux à charbon ouverts souffrent plus souvent que les autres de cancers du poumon, d'asthme et de tuberculose. En outre, elles accouchent de bébés chétifs. Pour résoudre le problème, les experts proposent d'utiliser du combustible non polluant, ce qui est inabordable pour beaucoup de gens, ou d'améliorer les installations. En équipant un poêle à cheminée d'une hotte de fumée, par exemple, il est possible de réduire de 80% les valeurs toxiques.



Peter Stäger

L'Europe accueille 70 millions de nouveaux citoyens



Nagy körösi út, Hongrie, 2002

Qu'il s'agisse de la première phase, accomplie en mai dernier, ou des étapes futures, l'élargissement à l'Est de l'Union européenne (UE) place le Vieux Continent devant des défis de taille. Les principaux concernent actuellement les finances, les migrations, la politique d'intégration et les adaptations structurelles. Déjà, les pays des Balkans frappent à la porte de l'UE. De Stephan Israel*.



Patricia Laguerre

Depuis le 1^{er} mai, l'UE compte dix nouveaux pays membres. Ce jour-là, sa population a augmenté de 70 millions de personnes. Selon les données officielles, l'élargissement à l'Est coûtera en 2004 la modique somme de 25 euros par habitant de l'UE. La Commission européenne avance ce chiffre pour inciter les pays membres à plus de générosité. Les avantages liés au « projet du siècle » dépassent largement ses charges financières, affirme la commissaire au budget Michaela Schreyer. Afin d'intégrer les dix nouveaux venus, le budget de l'UE augmentera cette année de 5,1 milliards d'euros, pour s'établir à 111,3 milliards d'euros. Dans l'Europe des 25, ce montant représente moins de 1 pour cent du revenu national brut (RNB).

Il reste à déterminer ce que le processus d'intégration coûtera à l'Union entre 2007 et 2013. Ce débat ne fait que commencer. Les six pays qui sont des « contributeurs nets », Allemagne en tête, ont demandé le gel du budget à 1 pour cent du RNB. Considérant les nouvelles tâches qui l'attendent, la Commission plaide, elle, en faveur d'une hausse sensible.

Favoriser les régions pauvres

Il s'agit de 50 milliards d'euros par an qui doivent être réorientés et investis dans des régions présentant des faiblesses structurelles. L'Union consacre déjà beaucoup d'argent à sa politique régionale et de cohésion. Celle-ci consiste avant tout à soutenir les régions pauvres afin que leur niveau de prospérité se rapproche de la moyenne européenne. L'UE entend ainsi réduire les disparités régionales, renforcer la cohésion économique et sociale, harmoniser au mieux les conditions de vie entre, par exemple, la Hongrie orientale, la Bavière et le sud de l'Espagne.

L'objectif est d'offrir à chacun des chances et des possibilités équitables sur un marché intérieur qui compte 450 millions de personnes. L'Union contribue ainsi à financer des ponts, des stations d'épuration, des centres d'innovation. Elle accorde des aides à la création de petites entreprises. Des sommes importantes vont être investies dans le développement des voies de communication entre l'est et l'ouest de l'Europe, ce qui permettra de mieux intégrer les nouveaux marchés de l'Est. Deux à trois décennies seront cependant nécessaires pour que ces pays attei-

La coopération suisse avec les pays de l'Est

La Suisse appuie le changement politique, économique et social en Europe de l'Est depuis 1990. Dans un premier temps, elle a favorisé les réformes en Europe centrale (Hongrie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie). En 1992, elle a élargi son aide à certains pays d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bulgarie et Roumanie). Une année plus tard, elle s'est engagée également dans des régions et pays de la Communauté des États indépendants (CEI), en particulier l'Asie centrale et le Caucase du Sud. En raison des guerres qui ont secoué les Balkans, les programmes ont été réorientés en 1999 vers l'ex-Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, Serbie-Monténégro, Kosovo et Macédoine). Le soutien suisse s'est ainsi progressivement déplacé vers les régions les plus pauvres et vers les pays ravagés par la guerre.

Le Parlement a accordé des crédits de programme totalisant 3,05 milliards de francs pour la coopération avec l'Est. La mise en œuvre de cette coopération incombe à la DDC et au Secrétariat d'État à l'économie (seco), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) étant chargé d'assurer la coordination avec les autres offices fédéraux concernés, comme l'Office fédéral des réfugiés (ODR) dans le domaine des migrations. Dans la perspective d'une poursuite de l'aide aux pays de l'Est, les Chambres fédérales devront se prononcer cette année sur deux objets : le quatrième crédit de programme, prévu pour la période 2005 à 2008, et le renouvellement de la base légale, qui prend la forme d'une loi fédérale sur la coopération avec l'Europe de l'Est.



Vikolinec, Slovaquie, 1993

gnent le niveau moyen de l'UE sur le plan économique et structurel.

Depuis son élargissement au Sud, dans les années 80, l'Union européenne a attribué à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce la majeure partie de ses aides régionales. Après la réunification, l'Allemagne de l'Est en a aussi largement profité. La phase actuelle d'élargissement crée une concurrence directe entre les pays jusqu'ici bénéficiaires de la manne européenne et les nouveaux « pauvres » de l'Est. Avant l'adhésion, le commissaire européen Michel Barnier a calculé que le RNB moyen des dix pays candidats atteignait seulement 46 pour cent de celui affiché par les Quinze.

Controverse sur les flux migratoires

Outre ces questions financières, la fête est aussi ternie par la peur de voir déferler sur l'Occident une vague d'immigrants venus de l'Est. Dans les capitales des anciens pays membres, on craint en effet que les Polonais, les Tchèques et les Slovaques se ruent par dizaines de milliers vers l'Ouest pour y chercher des emplois ou pour bénéficier des prestations sociales. Une hypothèse rejetée par Peter Havlik, de l'Institut viennois d'études économiques internationales : « Ceux qui tenaient à émigrer sont en Occident depuis belle lurette », relève-t-il. Comme la plupart des experts, M. Havlik ne croit pas à un grand flux migratoire. D'une part, la croissance économique est nettement plus rapide à l'Est qu'à l'Ouest et elle créera donc à moyen terme davantage d'emplois. D'autre part, les prévisions alarmistes tendent à surestimer la mobilité des gens. En Hongrie, il est déjà passablement difficile d'inciter les travailleurs des régions orientales pauvres à se déplacer vers l'ouest du pays, plus prospère. Pour aller chercher du travail en Europe occidentale, ces personnes seraient en plus confrontées au problème de la langue.

On peut dès lors s'interroger sur l'utilité des barrières érigées par les anciens États membres en prévision du 1^{er} mai. L'Allemagne et l'Autriche, qui ont une frontière commune avec les nouveaux adhérents, ont toujours voulu appliquer pleinement le délai transitoire de sept ans. Parmi les cinq pays prêts à accueillir les candidats de l'Est sans restrictions, même sur leur marché du travail, les Pays-Bas, le Danemark et la Suède se sont ravisés. « Nous pensons que la plupart des autres pays de l'UE allaient aussi ouvrir leurs frontières », avance Barbro Holmberg, ministre suédoise de l'immigration, pour expliquer ce revirement. Dans ses négociations avec Bruxelles, la Suisse – une île au milieu de l'Europe – demande à bénéficier des mêmes délais de transition avant d'ouvrir son marché du travail. Le dernier pays à faire volte-face a été la Grande-Bretagne, dont le gouvernement a restreint l'accès aux prestations sociales : seules les personnes ayant travaillé pendant deux ans sur son territoire peuvent en bénéficier.

Retour au pays

Pour Joanna Apap, du Centre d'études politiques européennes, à Bruxelles, la grande invasion par des migrants est un mythe. Les gouvernements d'Europe occidentale ont dressé des obstacles parce qu'ils redoutaient les réactions de leurs partis populistes. Mais nul n'ignore que la demande de main-d'œuvre va croissant dans nombre de secteurs en raison du vieillissement de la population. Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement, regrette que les pays membres aient omis de préparer l'opinion publique à la réunification historique du continent. Il se dit cependant confiant : les craintes se révéleront infondées et les délais transitoires seront abrégés.

À l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Jean-Pierre Garson



Paul Reas / Network / Lookat

Bieszczady, Pologne, 2001

tient lui aussi à relativiser le risque. Il rappelle qu'après la chute du communisme, d'aucuns pronostiquaient l'afflux de 25 millions de Soviétiques en Occident. À leur place, on a vu arriver des centaines de milliers de Yougoslaves que personne n'attendait. M. Garson veut ainsi démontrer que seules des catastrophes, comme des guerres, peuvent déclencher des mouvements migratoires massifs. De plus, la migration liée à l'élargissement à l'Est ne serait pas une voie à sens unique: «Lorsque l'économie va mieux, les gens retournent volontiers dans leur pays.» C'est ce qui s'est produit lors de l'élargissement de l'UE au Sud. Après leur adhésion, l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont connu une croissance économique qui a favorisé le retour des travailleurs migrants. Aujourd'hui, l'Espagne et la Grèce sont elles-mêmes devenues des pays d'immigration où la proportion d'étrangers augmente rapidement. Selon Jean-Pierre Garson, la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie ne tarderont pas à suivre cette voie.

Le fossé économique se déplace

Les premiers à venir tenter leur chance à l'Ouest ne seront pas les Tchèques et les Polonais, mais les Moldaves, les Ukrainiens et les Biélorusses, estime M. Garson. L'élargissement à l'Est a en effet modifié la géographie du continent: le centre de l'Europe s'est déplacé vers l'est et des pays tels que la Russie, l'Ukraine et la Serbie sont désormais les voisins directs de l'Union européenne. Certains des pays qui ont adhéré en mai, comme la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie, devront d'ailleurs introduire – s'ils ne l'ont pas déjà fait – l'obligation de visa pour leurs voisins de l'est. C'est également aux nouveaux membres que revient la lourde tâche de veiller sur la frontière orientale de l'UE. Des douaniers polonais ou hongrois doivent désormais décider qui est autorisé à pénétrer sur le territoire de l'Union élargie.

Le clivage entre les nouveaux membres et les «laisés-pour-compte» se creusera rapidement, car l'intégration à l'Europe ne fera que repousser vers l'est le fossé économique.

L'élargissement et la création d'un marché de 450 millions de consommateurs vont apporter davantage de prospérité au sein de l'Union. Celle-ci a cependant intérêt à promouvoir la stabilité au-delà de ses frontières. Elle entend offrir à ses nouveaux voisins des perspectives à long terme. Réunis fin juin 2003 à Thessalonique, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont pour la première fois laissé entrevoir aux pays des Balkans la possibilité d'une adhésion. Pour Marie-Jeanine Calic, chargée de recherche à la Fondation pour la science et la politique, à Berlin, Bruxelles a commencé ses activités dans les Balkans de manière exemplaire, en créant une ceinture de sécurité dans le voisinage immédiat. Environ 80 pour cent des troupes de maintien de la paix stationnées dans les Balkans proviennent de pays membres de l'UE. En outre, cette dernière est le principal bailleur de fonds dans la région. Au cours des dix dernières années, elle a investi plus de 6 milliards d'euros dans le soutien financier et économique à ces pays.

Demande d'aide financière

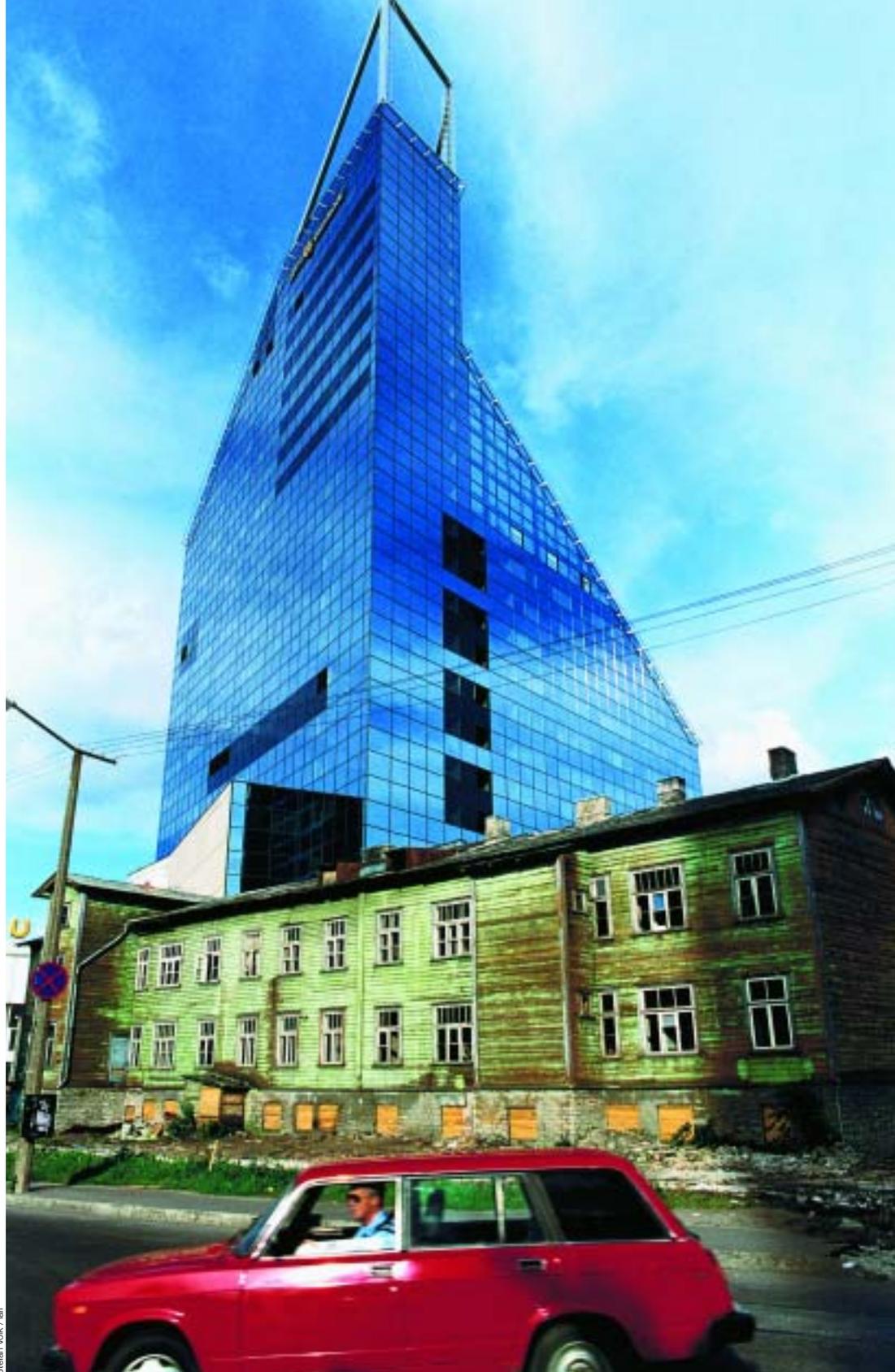
L'instrument qui permet de rapprocher les républiques ex-yougoslaves de l'UE est la stratégie dite «de stabilisation et d'association». La Croatie et la Macédoine sont les pays les plus avancés dans ce processus et ont déjà conclu des accords de stabilisation et d'association avec Bruxelles. L'UE soutient les réformes administratives dans ces pays et la mise sur pied d'institutions conformes aux principes communautaires. Elle exonère de droits de douane la plupart de leurs exportations vers son marché intérieur. Pour mener à bien leurs réformes, les pays des

Les bienfaits de l'élargissement

«Quoi qu'il arrive, nous sommes gagnants», déclare Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement. Partageant une frontière avec les nouveaux membres, des pays comme l'Allemagne et l'Autriche redoutent fortement l'afflux d'immigrants et le coût de l'opération. C'est pourtant à ces pays-là que l'élargissement profitera le plus. La banque autrichienne Bank Austria-Creditanstalt écrit que l'Autriche en bénéficiera tout particulièrement. Alors que 12% de ses exportations prennent déjà la route de l'Europe centrale, la tendance est à la hausse. Avec une contribution moyenne de 8%, les entreprises autrichiennes comptent parmi les principaux investisseurs directs dans les nouveaux pays membres. Ceux-ci devraient connaître ces prochaines années une croissance économique de l'ordre de 3,9%, soit deux fois plus forte que celle prévue dans la «vieille» Europe. Selon le rapport de la banque, les aides de Bruxelles à l'adhésion, qui atteignent 23 milliards d'euros, ont considérablement favorisé la croissance en Europe de l'Est.

La Turquie, un cas particulier

L'Union européenne aura-t-elle un jour une frontière commune avec l'Iran, l'Irak et la Syrie ? On le saura bientôt, puisque l'UE doit décider d'ici la fin de l'année si elle entend ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie. Cette éventualité soulève déjà au sein de l'Union une vive controverse, qui pourrait influencer les élections au Parlement européen, prévues en juin. Pour s'opposer à l'admission de la Turquie, des politiciens conservateurs avancent des motifs culturels et religieux. Ils évoquent aussi la taille de ce pays qui compte aujourd'hui 60 millions d'habitants. Selon eux, son adhésion briserait la communauté politique de l'Union. Les partisans appellent de leur côté que l'UE a fait des promesses à Ankara. Ils ajoutent que la Turquie ne sera de toute façon pas prête à remplir les conditions d'appartenance avant la prochaine décennie. À ce moment-là, elle ne ressemblera en rien à la Turquie d'aujourd'hui. Stimulée par la perspective d'une adhésion, elle a évolué ces dernières années beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'a fait au cours des 80 années précédentes.



Tallin, Estonie, 2002

Balkans prétendent cependant à une aide financière plus substantielle. À ce propos, Marie-Jeanine Calic fait remarquer que le cadre institutionnel existant ne permet pas d'engager à bon escient d'énormes sommes d'argent. Actuellement, la moitié seulement des contributions européennes pourraient être attribuées à des projets précis. De plus, la victoire électorale des nationalistes et de la droite radicale en Serbie ainsi que, dans une moindre mesure, en Croatie laisse planer un doute sur la poursuite de réformes censées ouvrir ces pays à l'Europe. Enfin, les questions qui

entourent le statut du Kosovo, et donc l'avenir de la Serbie-Monténégro, freinent la progression de cette région vers l'Europe.

À Bruxelles, on affirme que le rythme du rapprochement dépend uniquement des progrès réalisés par chacun des pays intéressés. Ce message s'adresse notamment à la Croatie, qui espère entrer dans l'UE en 2007, en même temps que la Roumanie et la Bulgarie. Mais les candidats à l'adhésion ne sont pas seuls en cause : la réalisation et la date d'un prochain élargissement dépendront de la capacité de l'Union



Budapest, Hongrie, 2002



Kakenieki, Lettonie, 2002



Temelin, Tchéquie, 2000

à intégrer les dix nouveaux États qui ont adhéré le 1^{er} mai dernier.

Marché ouvert aux nouveaux voisins

C'est pour une bonne raison que l'Union européenne n'a pas encore offert de perspective d'adhésion aux pays situés plus à l'est ni à ceux du bassin méditerranéen. Elle entend leur ouvrir progressivement son marché dans le cadre du programme «Wider Europe» (Europe plus large), à condition qu'ils entreprennent des réformes pour instaurer l'État de droit et l'économie de marché. Le commissaire Günter Verheugen présentera en juin un plan d'action allant dans ce sens. Cette initiative vise en premier lieu l'Ukraine, la Moldavie, la Jordanie, la Tunisie, le Maroc, Israël et les territoires palestiniens. L'Union exporte ses normes et souhaite voir ses nouveaux voisins adopter une législation eurocompatible. En échange, ces derniers sont autorisés à commercialiser leurs produits et leurs services au sein

de l'Union. À long terme, ils peuvent espérer bénéficier de la libre circulation des personnes.

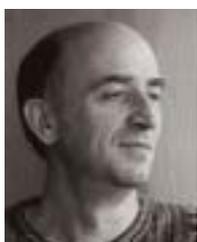
Les intérêts économiques vont toutefois de pair avec la sécurité. Seule une action concertée permettra de faire face à des dangers tels que le terrorisme international ou les catastrophes naturelles et écologiques. Le soutien accordé aux nouveaux voisins n'est donc pas désintéressé. L'UE vise à constituer une zone de prospérité et d'amitié à sa périphérie. Pour M. Verheugen, l'objectif à long terme est de créer un marché d'un milliard de consommateurs. Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, n'a-t-il pas évoqué un «cercle d'amis» avec lesquels l'Union européenne pourrait coopérer et entretenir des relations étroites et pacifiques?

«L'Europe ne se portera bien que si ses voisins se portent bien», remarque Günter Verheugen. Quelques membres de ce «cercle d'amis» peuvent caresser l'espoir de faire un jour partie du club, tandis que d'autres n'obtiendront qu'un partenariat privilégié. Le danger, c'est que l'Union suscite des rêves qui ne sont pas réalisables, du moins pas dans un avenir plus ou moins proche. ■

** Stephan Israel a travaillé de 1992 à 2002 comme correspondant dans les Balkans pour divers journaux suisses et allemands. Son dernier poste était à Belgrade. Depuis deux ans, il est basé à Bruxelles, en tant que correspondant de la «NZZ am Sonntag» auprès de l'Union européenne.*

(De l'allemand)

Un partenariat histor



Alex Melzer, docteur en économie et en sociologie, a étudié aux Universités de Bâle et de Sussex. Ses activités professionnelles l'ont amené à se spécialiser dans la recherche sur les innovations technologiques. Il a en particulier travaillé dans le domaine des banques de développement locales pour le compte de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Il a ensuite dirigé pendant cinq ans la section Politique et recherche de la DDC. Depuis la chute du communisme en 1989, il s'est concentré sur les approches du développement dans les pays en transition. À ce titre, il conseille deux fondations visant à promouvoir l'entreprise privée en Russie ainsi que le programme Forum en Bulgarie. Alex Melzer est membre fondateur du groupe de consultants Tulum. Il a été chargé par la DDC de dresser le bilan de douze années de coopération avec les pays de l'Est. Son étude, qui existe en allemand seulement, est intitulée *Zwölf Jahre Ostzusammenarbeit. Die Transition und ihr Schatten*.



Kunda, Estonie, 2003

L'effondrement des régimes communistes a eu des conséquences dramatiques pour les habitants des pays de l'Est. Il a aussi changé la donne en matière de coopération au développement. Gabriela Neuhaus a interrogé Alex Melzer, spécialiste de la transition, sur la signification et les perspectives de l'élargissement de l'Union européenne.

Un seul monde: Parmi les pays que le démantèlement de l'Union soviétique a obligés à se réorienter complètement, les huit qui viennent d'adhérer à l'UE sont les plus avancés dans le processus de transition. Jouissaient-ils d'une situation plus favorable au départ ou est-ce la perspective de l'adhésion qui a stimulé leur développement?

Alex Melzer: On aurait tort de généraliser. Les voisins directs de l'Union européenne avaient de meilleures chances. Pourtant, ce sont les États baltes qui se retrouvent en tête aujourd'hui, alors que leur situation initiale était plus défavorable. Je pense que si l'UE n'avait pas pris la décision d'admettre ces pays et ne leur avait pas fixé des conditions très précises, le processus de transition en Europe de l'Est aurait débouché sur un véritable chaos: les premiers projets de coopération manquaient totalement de coordination et de professionnalisme. C'était une course, et non un processus de construction. Au cours des privatisations qui ont suivi, nombre de pays occidentaux se sont d'ailleurs servis eux aussi.

Pour ce qui est de l'environnement, la course à l'investissement a plutôt entravé que favorisé les progrès. Pendant la première phase de la transition, beaucoup pensaient qu'il suffirait de diffuser les méthodes de l'économie de marché. Le flou total entourait encore le rôle qu'allaient jouer le groupe de la Banque mondiale et les organisations donatrices, véritables institutions de la coopération au développement. La Banque européenne n'a été fondée qu'en 1991. En affirmant dès 1993 dans sa Déclaration de Copenhague qu'un programme d'élargissement était envisageable et en établissant des critères dans ce sens, l'Union européenne a donc agi de manière décisive.

Que représente l'intégration de ces pays au sein de l'UE?

C'est un événement historique. Pour la première fois dans l'histoire du développement, un programme vise expressément à mettre le partenaire sur un pied d'égalité. Cela n'existe nulle part ailleurs. Les pays émergents, par exemple, restent

ique

des pays émergents pendant des générations. Il y a là quelque chose qui ne joue pas. L'Union européenne a fait un pas en avant, elle a dit ceci: «Si vous remplissez nos conditions, nous vous admettons et vous ferez partie intégrante de notre système.» Cette décision était extraordinaire! Sans compter qu'une prestation colossale allait être accomplie, et cela à un niveau approprié.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives de développement de ces pays au sein de l'UE?

Avant l'adhésion, l'UE conduit des négociations avec chaque candidat. Celles-ci portent sur 31 domaines politiques, dans lesquels les nouveaux membres devront ensuite adapter leur législation aux directives de l'UE. Comme nous avons pu le constater l'an dernier lors des négociations sur la Constitution européenne, ce processus va très rapidement déboucher sur la réciprocité. L'intégration des nouveaux venus remplacera bientôt la coopération au développement: de plus en plus d'instruments sont conçus en faveur des candidats à l'adhésion; leur application remplira les tâches de la coopération.

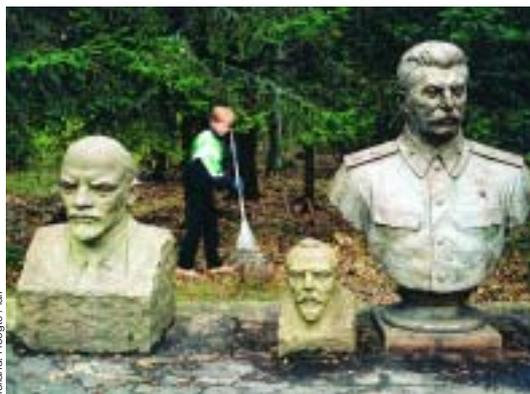
Il existe au sein de l'Union d'énormes disparités économiques et sociales entre les anciens et les nouveaux membres. Ces derniers ont un revenu moyen qui ne dépasse pas 46 pour cent du revenu moyen de l'UE. Seront-ils capables de combler rapidement ce fossé, comme l'ont fait naguère la Grèce ou le Portugal après leur adhésion à l'UE?

Ce sera plus difficile pour eux. Si l'on ne parvient pas à faire décoller l'économie de ces pays, ils continueront de perdre leur sang, les conditions sociales s'aggravant encore. Mais on pourrait aussi assister à un véritable boom si ces nouveaux adhérents parviennent à se redresser économiquement. Je pense plutôt que nous allons assister à un rééquilibrage entre anciens et nouveaux membres de l'UE. Cette tendance est d'ailleurs déjà perceptible.

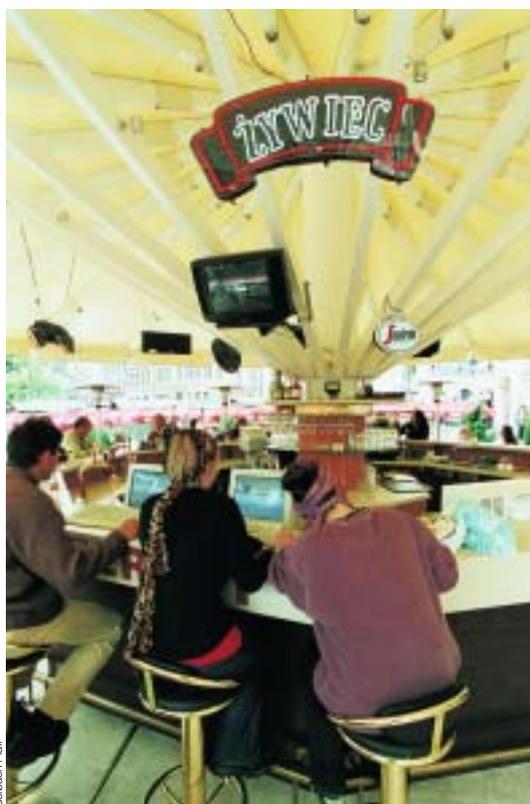
Quelles sont les perspectives des autres pays en transition, qui préparent leur adhésion pour 2007?

Ils seront confrontés à de grandes difficultés. Le calendrier qui fixe à 2007 la deuxième phase de l'élargissement à l'Est apparaît très serré pour tous les candidats.

La DDC soutient le processus de transition tant en Europe du Sud-Est que dans la Communauté des États indépendants (CEI). À



Grutas, Lituanie, 2002



Cracovie, Pologne, 2000

voire avis, quelles priorités devrait-elle se donner pour les années à venir?

Ses moyens étant limités, elle devrait se concentrer davantage sur un nombre restreint de projets au potentiel prometteur. La coopération suisse fournit un travail important dans un domaine crucial: la mise en place d'institutions qui s'avèrent efficaces dans la pratique. On touche là au cœur de la transition. Ce processus ne sera achevé que lorsque les nouvelles institutions permettront à chaque citoyen de mener une existence digne sur le plan juridique, économique et social. ■

(De l'allemand)

Soutenir la transition en

La Bulgarie pourrait adhérer à l'Union européenne en 2007 déjà. L'adaptation nécessaire de ses lois est en bonne voie, mais la mise en œuvre de ce nouveau cadre législatif et son ancrage dans la société civile prendront encore un certain temps. La transition, qui est loin d'être achevée, reste un défi pour la coopération suisse. De Maria Roselli.



Silvia Veser / DDC (4)



Fluctuations politiques

C'est sous la pression de la rue que Todor Jivkov, chef du parti et de l'État bulgares, a fini par démissionner en novembre 1989 après un règne de 35 ans. En juin 1990, le parti communiste réformé (BSP) a remporté de justesse une victoire surprenante.

Instabilité et manifestations populaires ont conduit la même année à former le premier gouvernement de coalition. Les gouvernements se sont alors succédé. Une mauvaise politique monétaire est à l'origine de l'hyperinflation qui a provoqué en 1997 la démission du gouvernement BSP au pouvoir. Le cabinet de centre-droite qui lui a succédé a opté pour une politique nettement proeuropéenne tout en recherchant sans succès la stabilité économique. Sa popularité a été minée par des soupçons de corruption. Le parti fondé par l'ex-roi Siméon a gagné les élections en 2001, mais n'a pas encore réussi à créer des emplois et à juguler la corruption. Beaucoup de jeunes bénéficiant d'une bonne formation n'imaginent pas leur avenir en Bulgarie.



L'après-midi, quand les portes de l'hôtel de ville se ferment à Gabrovo, c'est l'heure du forum: citoyens, organisations non gouvernementales, représentants des autorités municipales et de l'économie privée se retrouvent pour parler de l'avenir de la ville. Que faut-il pour que les habitants de Gabrovo se sentent bien? Comment améliorer la qualité de vie? Ce forum communal, composé d'une cinquantaine de personnes, se réunit entre dix et douze fois par année. Sous la conduite d'un animateur chevronné, les participants formulent leurs besoins et leurs attentes. Et c'est le forum lui-même qui décide quelles idées mériteront ensuite d'être concrétisées. Il va de soi que les projets proposés sont aussi divers que les intérêts des personnes présentes.

Ainsi, un groupe de médecins et de femmes habi-

tant la région de Gabrovo ont demandé que l'on entreprenne d'urgence quelque chose pour prévenir le cancer du sein dans la commune. Jugeant l'idée intéressante, le forum a élaboré rapidement un projet: une campagne de sensibilisation a été lancée pour favoriser le dépistage; elle se déroule à travers des vidéoconférences, des émissions de radio et de télévision, ainsi que des manifestations sportives.

Les idées fusent dans les forums

Cette campagne n'est que l'un des quelque 130 projets créés par des forums communaux dans la région de Stara Planina. Au total, 14 localités participent à un projet global mis en chantier en 2000 par la DDC sous le nom de «Community Forum Stara Planina». Cette initiative illustre parfaitement

partant de la base

la manière dont la coopération suisse encourage par la base le processus de réforme dans les pays en transition, en s'appuyant sur la société civile locale et l'économie privée. La plupart des projets qui ont vu le jour dans les nouvelles communes de Stara Planina concernent le domaine social, le tourisme ou les infrastructures : permanences pour les victimes de violences, places de jeux pour les enfants ou prévention de la toxicomanie. Ce ne sont pas les idées qui manquent aux citoyens et aux citoyennes. Si le calendrier est respecté, la Bulgarie pourrait adhérer à l'Union européenne (UE) en 2007, dans le cadre du deuxième élargissement à l'Est qui engloberait également la Roumanie et éventuellement la Croatie. Qu'est-ce que cela signifiera pour la coopération suisse ? Devra-t-elle alors simplement mettre fin à ses activités en Bulgarie ? « Ce serait sans doute prématuré », répond Denis Knobel, responsable suppléant de la coopération avec l'Est à la DDC. Le processus de transition, surtout dans les zones rurales, ne s'achèvera pas avec l'adhésion de la Bulgarie à l'UE. De plus, la coopération suisse est active à l'échelon communal dans des secteurs qui ne bénéficieront pas des fonds de l'UE. « Notre coopération part de la base, de la commune. Tandis que l'UE a une approche macroéconomique et agit avec des moyens considérables au niveau national, nous autres Suisses pouvons opérer au niveau local », souligne Denis Knobel. Il s'agit de donner aux gens la faculté d'utiliser efficacement l'aide européenne, afin que celle-ci pourvoie aux besoins réels de la population. Cela nécessite des institutions soutenues par la collectivité ainsi que des espaces de rencontre entre État et citoyens.

Renforcer le dialogue démocratique

« La philosophie qui sous-tend ce projet de forums locaux est unique en son genre », affirme Jean-Pierre Egger, chargé de programme de la DDC pour la Bulgarie. Les divers acteurs de la société civile doivent pouvoir exercer, à l'échelon local, une influence directe sur la démocratisation des institutions. Le fil rouge du projet consiste à promouvoir la cohésion sociale. Cela implique que les usagers soient amenés à se rapprocher de leurs institutions, qu'on leur donne les moyens de participer aux décisions concernant leur avenir.

L'économie bulgare a régressé de presque 40 pour cent entre 1989 et 1997. Durant les dernières années, elle s'est rétablie péniblement. En 2002, le produit national brut n'atteignait que 80 pour cent environ de son niveau de 1989. Ces chiffres témoignent d'un dilemme que la Bulgarie partage avec d'autres pays de l'Est : pour beaucoup d'individus, la transition implique non seulement un bouleversement des valeurs mais également la perte d'un

emploi et, par conséquent, une sérieuse dégradation du niveau de vie. Certaines catégories sociales vivent aujourd'hui plus mal qu'avant le changement de régime. C'est surtout le cas des retraités, des chômeurs et des femmes seules avec charge de famille. Le renforcement de la participation populaire ou du dialogue entre citoyens et autorités n'est toutefois pas un objectif prioritaire pour l'État bulgare, confronté à une multitude de problèmes économiques. C'est bien pourquoi il apparaît d'autant plus important de travailler au niveau communal, avec des projets comme les forums de Stara Planina, afin de réunir dans un cadre approprié l'État, l'économie et la société civile. ■

(De l'allemand)



Gengen (2)



Place Unirii à Bucarest, 2001

Dans l'attente des investi

Après un demi-siècle de régimes autoritaires, la Roumanie opère péniblement sa transition vers un système démocratique et l'économie de marché. Elle est en proie à une corruption endémique qui décourage les investisseurs étrangers et préoccupe les organisations internationales. Son adhésion à l'Union européenne a été repoussée à 2007. De Mirel Bran*.

HORIZONS



Sur la route de Roman à Suceava, 2001

Il y a des images que l'on n'oublie pas. Comme celles qui ont été diffusées par la télévision roumaine le 21 décembre 1989: Nicolae Ceausescu, le dictateur qui a mis à genoux le pays pendant 25 ans, était comme paralysé, le visage crispé, les lèvres figées en une grimace exprimant à la fois le choc, l'étonnement et une incompréhension infinie devant la foule qui le huait. Ensuite, l'écran est devenu noir. Aujourd'hui, plus de 14 ans après la chute de la dictature la plus dure de l'Europe orientale, le paysage a changé, mais le pays reste encore tributaire de son passé trouble. La «révolution» qui a provoqué la chute du régime communiste continue d'être perçue par une majorité de Roumains comme un coup d'État perpétré par les apparatchiks et la Securitate, la police politique de l'époque.

L'installation au pouvoir du président Ion Iliescu, un des principaux responsables du Parti communiste, a alimenté les théories de la conspiration. À la tête du pays de 1990 à 1996, Ion Iliescu s'est d'emblée montré hostile aux réformes. Au mo-

Banning / Ief



Esseurs étrangers

ment où les pays d'Europe centrale, comme la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie, entamaient une thérapie de choc pour assurer leur transition vers un système démocratique et l'économie de marché, la Roumanie a dû supporter les dérapages d'un régime autoritaire. C'est seulement en 1996 que le pays a connu un tournant démocratique. Ion Iliescu et son équipe ont été écartés du pouvoir par une coalition de quatre partis démocratiques, dirigée par le chrétien-démocrate Emil Constantinescu. Adeptes de réformes énergiques, celui-ci a réussi à donner un nouveau souffle à la jeune démocratie roumaine.

Opposition nationaliste

Pourtant, l'amateurisme en matière d'économie et l'absence d'un appareil administratif capable d'appliquer les réformes ont eu raison du régime d'Emil Constantinescu. En 2000, Ion Iliescu revient dans la course électorale. Au deuxième tour des élections présidentielles, il se trouve face au leader nationaliste Corneliu Vadim Tudor. L'ex-président sort gagnant d'une confrontation politique qui a secoué l'échiquier politique roumain, mais son rival nationaliste remporte un tiers des suffrages. Depuis lors, le parti de Vadim Tudor, Romania Mare (La Grande Roumanie), est la principale force d'opposition. Il contrôle plus de 20 pour cent des fauteuils parlementaires. Fin 2004, la Roumanie devra passer le test d'une

nouvelle échéance électorale. Entre-temps, la popularité de Vadim Tudor n'a cessé d'augmenter. Ses discours anticorruption et l'image de justicier qu'il a su se forger aux yeux des déçus de la transition lui assurent un succès incontestable. Le problème, avec ce nationaliste, est qu'il parle souvent vrai. La corruption a atteint depuis longtemps la cote d'alerte en Roumanie. Ce phénomène est constamment signalé dans les rapports de la Commission européenne et d'autres organisations internationales qui s'interrogent sur l'avenir de la démocratie en Roumanie.

Adhésion à l'UE repoussée

Parmi les pays candidats à l'Union européenne (UE), la Roumanie reste le cas le plus problématique. La lenteur des réformes et l'incapacité du gouvernement à endiguer la corruption ont repoussé à l'horizon 2007 l'adhésion du pays à l'UE, comme c'est le cas pour la Bulgarie. La grande majorité des Roumains estiment qu'ils devraient avoir leur place dans la future architecture européenne. La perspective d'intégration à l'UE est considérée comme la seule voie vers une réelle démocratisation de la vie politique roumaine, d'autant que l'Europe a d'ores et déjà décidé d'entrouvrir ses portes aux Roumains. Depuis 2002, ceux-ci ont le droit, sous certaines conditions, de circuler sans visa dans l'espace Schengen. La Suisse a suivi l'exemple de l'Union européenne en sup-



Kadir van Lohuizen / Agence VU

Sulina, le dernier port sur le Danube avant la mer Noire, 1999



Patricia Laguerre

L'objet de tous les jours

L'icône

Accrochées aux murs des salons, des chambres à coucher, des bureaux, aux rétroviseurs des voitures et autres endroits de la vie quotidienne, les petites icônes orthodoxes tiennent lieu de porte-bonheur pour les Roumains. Malgré le fait que le culte orthodoxe, version orientale du christianisme, réserve à la sainte Vierge une place plus réduite que le culte catholique, les petites icônes qui la représentent sont très prisées par les Roumains. Plus qu'un objet folklorique, elles sont censées protéger leur propriétaire de tous les malheurs. Même si une bonne partie des Roumains ne sont pas pratiquants – 87% d'entre eux sont de confession orthodoxe – ils accordent un pouvoir spirituel à ces icônes. Les artisans qui les fabriquent sont l'une des rares catégories professionnelles qui ne soit pas menacée par le chômage. Une véritable bénédiction!

primant l'obligation de visa pour les Roumains à partir du 22 février 2004.

Au-delà du grand dessein politique de l'élargissement européen imaginé à Bruxelles, l'Europe du bas, celle des migrations, est déjà une réalité dans laquelle les Roumains jouent un rôle important. Depuis la levée des visas pour l'espace Schengen, environ 2 millions d'entre eux ont foulé le sol de l'Occident tant rêvé. Le contact avec le mode de vie occidental est d'autant plus bénéfique qu'ils ont été isolés du monde pendant un demi-siècle de dictatures et de régimes autoritaires. De retour dans leur pays, les Roumains qui ont sillonné les pays européens se sont imprégnés des valeurs démocratiques qui ont cours en Occident.

L'architecture stalinienne qui a dominé la construction de leurs habitations pendant cinq décennies a cédé la place à des styles plus sophistiqués. Bucarest, capitale défigurée par les fantômes architecturaux du Conducator, retrouve çà et là le charme qui lui a valu jadis le surnom de «petit Paris de l'Orient». Timisoara, la ville rebelle qui, la première, a fait vaciller la dictature de Ceausescu, espère redevenir elle aussi une petite Vienne de l'Europe de l'Est.

Boudée par les capitaux étrangers

Avec 22,5 millions de consommateurs, la Roumanie est le deuxième marché de l'Europe ex-communiste. Dotée d'un énorme potentiel économique, elle est cependant loin d'avoir renoué avec la prospérité. Bien que la main-d'œuvre soit qualifiée, le salaire moyen ne dépasse pas 150 euros par mois. Le rythme très lent des privatisations et le maintien en vie d'entreprises peu performantes héritées de l'époque communiste rebutent les investisseurs étrangers. Incapable de financer la modernisation de l'économie, l'État roumain n'a pas su attirer les capitaux internationaux, seuls capables de donner une bouffée d'oxygène à une économie essoufflée. En 14 ans, la Roumanie n'a attiré qu'une dizaine de milliards d'euros en investisse-

ments étrangers, autant que la Pologne en une seule année.

Néanmoins, les analystes financiers se déclarent plutôt optimistes pour l'avenir économique du pays. La perspective d'une intégration à l'OTAN en 2004 et à l'UE en 2007 devrait être une garantie de stabilité suffisante pour inciter les grands capitaux à emprunter le chemin de la Roumanie. Ainsi, installé sur place depuis douze ans, Alain Kremer, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie française à Bucarest, s'estime en droit de défendre «sa» Roumanie d'adoption. «Ce pays est l'Espagne et le Portugal de demain», affirme-t-il. «Pendant 50 ans de régime communiste, on n'a rien construit. On ne peut pas passer d'un seul coup de l'obscurité à la lumière. Pourtant, ce n'est pas pour rien que Lafarge, Renault, Michelin, Alcatel, la Société Générale, Orange et Carrefour ont mis de l'argent dans ce pays. La Roumanie n'est pas un terrain pour l'aventure d'un jour. J'en ai assez d'entendre dire que ce pays n'a pas changé.»

Un plaidoyer que partagent la majorité des investisseurs européens en Roumanie qui, malgré la bureaucratie et les lourdeurs administratives, se déclarent satisfaits de leurs résultats financiers. En attirant les investisseurs européens, la Roumanie tente de retrouver non seulement sa prospérité économique mais aussi la dignité que le communisme lui a volée. ■

**Mirel Bran, journaliste, est le correspondant en Roumanie de plusieurs médias étrangers, dont les quotidiens «Le Monde», à Paris, et «Le Temps», à Genève*

La Roumanie et la Suisse

De la néonatalogie au chauffage à distance

(bf) La Suisse apporte son soutien à la Roumanie depuis 1990, tant dans le cadre de la coopération bilatérale qu'en prenant part à des programmes internationaux. C'est d'ailleurs à Bucarest qu'elle a ouvert en 1996 l'un de ses premiers bureaux de coopération en Europe de l'Est. Traditionnellement, de nombreuses organisations non gouvernementales suisses suivent de près les événements roumains. Elles ont apporté une aide humanitaire visant à atténuer les difficultés surgies après le changement de régime, puis elles ont participé à l'effort de reconstruction à plus long terme. Le budget annuel de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (seco) se monte à 14 millions de francs. Il se répartit entre quatre domaines prioritaires :

Promotion du secteur privé : Le programme comprend la création de petites et moyennes entreprises (PME), l'appui à ces PME, l'accès au crédit, le commerce et les investissements. Il entend contribuer au développement du secteur privé, donc à la création d'emplois durables, et à l'intégration du pays dans le commerce international.

Santé : Les projets visent à mettre sur pied des prestations de bonne qualité et financièrement suppor-

tables dans les domaines de la médecine d'urgence, de la néonatalogie, des soins à domicile et de la gestion hospitalière. Dans ce dernier secteur, la Suisse est le donateur bilatéral le plus important après la Banque mondiale en Roumanie.

Société civile et État de droit : L'accent est mis sur la promotion de structures démocratiques ainsi que sur la coopération entre la société civile et les autorités, tant locales que centrales. Divers projets soutiennent la réforme de l'appareil judiciaire et de la police, qui doit jeter les bases d'une police au service de la communauté, faciliter la mise en place d'une coopération efficace entre la police et le ministère public, et promouvoir la formation continue des juges. D'autres projets portent notamment sur la modernisation des syndicats, le soutien aux enfants marginalisés et différentes mesures relatives au marché du travail.

Infrastructure et environnement : Ce domaine relève de la compétence du seco. Les projets visent à moderniser les infrastructures dans des secteurs prioritaires, comme les systèmes de chauffage à distance, afin de diminuer la pollution.

Faits et chiffres

Nom

Roumanie

Capitale

Bucarest (2,5 millions d'habitants)

Population

22,5 millions d'habitants

Superficie

237 500 km²

Unité monétaire

Leu (au pluriel, lei)

Groupes ethniques

Roumains : 84%

Hongrois : 8%

Tsiganes : 7%

Autres : 1%

Langues

Roumain (langue nationale), hongrois et langue romane parlée par la minorité tsigane. Beaucoup de Roumains parlent aussi le français. Toutefois, depuis quelques années, de plus en plus de jeunes s'orientent vers l'anglais.

Produits d'exportation

Textiles, voitures, matériels mécaniques et électriques, sel, ciment. Deux tiers des exportations roumaines sont destinées aux marchés de l'UE.

Repères historiques

82 av. J.-C. Le roi Burebista réunit les tribus daces en un royaume localisé sur l'actuel territoire de la Roumanie.

106 apr. J.-C. L'empereur romain Trajan conquiert la Dacie et colonise les Daces, donnant naissance au peuple roumain.

4^e siècle Les Roumains adoptent le christianisme.

4^e-13^e siècle Invasions de peuples migrants, dont des tribus slaves, qui impriment une influence visible sur les coutumes et la langue roumaines.

14^e-18^e siècle La Roumanie devient le théâtre de confrontations violentes entre les trois empires qui se disputent ses provinces : l'Empire ottoman qui contrôle la Valachie, région située au sud du pays ; l'Empire tsariste installé en Moldavie, située à l'est ; l'Empire austro-hongrois qui a annexé la Transylvanie, située à l'ouest et au nord du pays.

1859 Sous l'influence des mouvements nationalistes européens, la Valachie et la Moldavie se réunissent sous le nom de Roumanie.

1866 La Roumanie devient une monarchie constitutionnelle et choisit comme roi Carol de Hohenzollern-Sigmaringen, issu d'une famille aristocratique allemande.

1918 La Transylvanie échappe au contrôle de l'Empire

austro-hongrois et se rattache à la Roumanie.

1940 L'Union soviétique envahit la moitié orientale de la province de Moldavie, ce qui pousse la Roumanie à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie ; après la Deuxième Guerre mondiale, la Roumanie, abandonnée par l'Occident, entre dans la sphère d'influence de l'Union soviétique.

1947 Le roi Michel abdique sous la pression des communistes soutenus par l'armée rouge.

1965 Nicolae Ceausescu, un communiste nationaliste, prend le contrôle de la Roumanie et instaure une dictature extrêmement dure, tout en prenant ses distances avec Moscou.

1989 La dictature communiste est balayée et le couple Ceausescu est fusillé après une parodie de procès.

1990-1996 La Roumanie est dirigée par l'ex-apparatchik Ion Iliescu et son équipe.

1996-2000 Le pouvoir passe aux mains du chrétien-démocrate Emil Constantinescu et d'un gouvernement de coalition démocratique.

2000-2004 Ion Iliescu revient au pouvoir après avoir vaincu au deuxième tour des élections présidentielles l'ultranationaliste Corneliu Vadim Tudor.



Woodstock au bord de la mer Noire



Liviu Papadima, né en 1957, docteur ès lettres, est maître de conférences à la Faculté de lettres de l'Université de Bucarest. Il est l'un des initiateurs du mouvement civique *Salvați Vama Veche* (Sauvegardez Vama Veche) et membre fondateur de l'Association pour la conservation des aires bioculturelles.

Je veux avoir, au moins de temps en temps, la sensation d'être un homme vraiment libre. Cela signifie ne plus dépendre que de deux ou trois choses – une tente, un sac de couchage, quelques affaires personnelles – et partager ce privilège avec mes proches. Depuis plus de vingt ans, je passe mes vacances d'été dans un ancien village de pêcheurs, dans le sud du littoral roumain. Il s'appelle «2 Mai», date de la fête de la jeunesse sous le communisme, et abrite deux campings, dont l'un réservé aux nudistes. Sous le régime de Ceausescu, les autorités nous cherchaient toujours des chicanes, à nous les nudistes. Le communisme a d'ailleurs été partout extrêmement pudibond.

Parfois, nous allions passer la journée à Vama Veche, petite bourgade située à 4 km plus au sud, près de la frontière avec la Bulgarie. Il n'y avait pas de tentes à Vama Veche, rien que quelques maisonnettes caractéristiques de la région et une cantine improvisée. La plage était splendide, le plus souvent déserte, et l'eau d'une limpidité parfaite.

Après la chute de Ceausescu, tout a changé. Les campeurs sont venus s'installer pour l'été à Vama Veche où ils pouvaient désormais disposer sans aucune restriction de cette immense plage vierge. Au bout de quelques années, les tentes y ont été à l'étroit. Attirés par le mirage des profits rapides et faciles, des investisseurs de tout acabit ont commencé à faire construire pêle-mêle pensions, hôtels, restaurants, bars et discothèques. De grands projets ont été tracés. Les terres cultivables, vendues à tour de bras, se transformaient comme par miracle en terrains à bâtir. Le destin de la petite localité semblait scellé: elle allait être transformée en une station estivale semblable à toutes celles qui s'égrènent le long du littoral roumain.

En juin 2003, les forces de l'ordre ont expulsé les campeurs. Ma femme, quelques amis et moi avons décidé de ne pas tolérer pareil abus. Nous voulions provoquer une tempête de protestations. Et la musique rock serait notre porte-parole. Nous avons organisé un concert baptisé *Stufstock* (en roumain, *stuf* signifie «jonc»), à la mémoire du célèbre Woodstock et parce que l'un de nos slogans était «le jonc contre le béton». Ce que nous voulions affirmer, c'était le droit à la différence. La Roumanie possède à peu près 250 km de littoral. Il nous semblait injuste que les 4 km de plage situés entre 2 Mai et Vama Veche fussent eux aussi sacrifiés à l'industrie

hôtelière, au détriment de ce qui constituait la véritable richesse de cette région: le paysage, l'atmosphère, la couleur locale et surtout l'attachement de tant de gens au style de vie que l'on y pratiquait.

Stufstock a eu une audience et un impact médiatique impressionnants. Il a été reconnu comme la meilleure initiative civique de l'année. Le mouvement «Sauvegardez Vama Veche», initiateur des protestations, a créé l'Association pour la conservation des aires bioculturelles. Les autorités ont été obligées de reconnaître la justesse de notre point de vue. Les constructions illégales ou semi-légales ont été stoppées, en attendant un projet de développement durable dans lequel seront impliquées non seulement les autorités locales, mais également les organisations de défense de l'environnement et les associations civiques.

J'ai du mal à dire à quoi tout cela va aboutir. Pour l'heure, je suis heureux d'avoir fait ce que je croyais être mon devoir et de m'être lié d'amitié avec beaucoup de gens qui partageaient mon sentiment. Ce qui est sûr, c'est que je ne m'étais jamais imaginé, vu ma carrière universitaire, en organisateur de concerts rock. Je me demande d'ailleurs combien de mes étudiants connaissent cette autre facette de mon activité. ■



Photo: Benoit / Photos Pictures / Stripes



La solidarité est une attitude, pas un calcul d'épicier!

La communauté internationale s'est engagée à atteindre d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement. À l'époque, en l'an 2000, tous les pays savaient que des efforts considérables seraient nécessaires pour réduire de moitié la pauvreté dans le monde en l'espace de quinze ans. Alors qu'un tiers de ce délai est bientôt écoulé, l'engagement attendu fait défaut. Au lieu d'attribuer à cette entreprise les moyens supplémentaires qui sont vraiment indispensables, on se chamaille sur des questions de comptabilité et de comparabilité. Plus précisément sur le type de dépenses publiques qui peuvent être imputées à l'aide au développement.

Cela fait pourtant de nombreuses années que l'OCDE a institué des critères à cet égard. On les réexamine régulièrement, mais plutôt pour corroborer les méthodes de calcul déjà pratiquées. Et c'est justement là que se situe le problème: si les critères négociés ne sont pas suffisamment respectés, la comparaison des prestations fournies par les pays de l'OCDE perd de sa pertinence. C'est malheureusement le cas aujourd'hui, car plusieurs pays – dont des grands – manquent de transparence lorsqu'ils déclarent leur aide au développement à l'OCDE. Et celle-ci n'a aucune possibilité de sanctions, hormis des remontrances.

Cette querelle sur l'imputabilité des coûts (par exemple ceux des interventions militaires pour la paix dans des pays en développement ou les dépenses dans le domaine des réfugiés) ne masque pas seulement le danger qu'implique un jeu à somme nulle. Elle n'a plus grand-chose à voir avec la réduction ou les causes de la pauvreté. Les pays industrialisés courent ainsi le risque de se leurrer eux-mêmes à propos de leurs engagements internationaux. De plus, nombre d'entre eux voient les recettes publiques diminuer. C'est pourquoi ils se

creusent la tête de manière aussi créative que possible pour savoir quelles dépenses liées à un quelconque contexte international pourraient encore être imputées au respect de leurs engagements, sous prétexte de transparence. Conséquence de ces artifices: les budgets de développement, qui visent vraiment à réduire la pauvreté, sont amputés au profit d'autres dépenses.

On oublie ce faisant qu'un tel comportement finira tôt ou tard par être cloué au pilori sur la scène internationale. Ceux qui courent volontairement ce risque ne nuisent pas seulement à eux-mêmes et leurs intérêts bien compris, mais également à des millions de personnes qui ne pourront jamais sortir de la misère par leurs propres moyens, sans avoir une «branche» à laquelle se raccrocher.

La solidarité n'est pas un calcul d'épicier, mais une attitude qui se trouve exposée, comme dans une vitrine, aux yeux de la communauté internationale. À l'instar des autres pays, nous, Suisses, n'échapperons pas – aujourd'hui et demain – à l'obligation de rendre des comptes sur ce que nous avons fait pour contribuer à résoudre le problème global de la pauvreté. ■

Walter Fust
 Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Le chaos et les ruines

L'armée suisse peine à recruter des médecins militaires. Afin de rendre cette fonction plus attrayante, elle a décidé d'offrir aux jeunes médecins une formation de haut niveau, reconnue également dans le domaine civil. D'emblée associé à ce projet, le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) y voit l'occasion de mettre en valeur la médecine de catastrophe.



Tuerens / lat

Inde

Portrait de l'académie

L'ASIMC a été créée en 2002 à l'initiative du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Elle dépend administrativement du médecin en chef de l'armée, le divisionnaire Gianpiero Lupi. La vice-présidence du Conseil de direction est assumée par Toni Frisch, délégué à l'aide humanitaire et chef du CSA. Le DDPS prend à sa charge quatre cinquièmes du financement et le CSA un cinquième. Les cinq facultés de médecine de Suisse offrent des formations dans les différentes disciplines de la médecine militaire et de catastrophe: la médecine d'urgence et l'organisation des soins sont enseignées à Lausanne, l'anesthésie et la réanimation à Bâle, la médecine interne et l'inféctiologie à Berne, la chirurgie de guerre et humanitaire à Genève, la santé mentale et la psychiatrie à Zurich. Informations complémentaires: www.vbs-ddps.ch/internet/groupgst/fr/home/sanit/wehrmedizin/dasprojekt.html

(jls) En cas d'accident majeur, de conflit armé ou de catastrophe naturelle dans un pays en développement, des soins d'urgence doivent être prodigués dans un environnement chaotique et complexe, avec des moyens souvent rudimentaires. Les victimes peuvent présenter des pathologies qu'un médecin suisse ne rencontre pas dans sa pratique courante. La prise en charge médicale implique des compétences et des qualités particulières. En Suisse, seuls quelques dizaines de praticiens sont formés à la médecine de catastrophe, qu'ils exercent lors de missions ponctuelles, parallèlement à leur travail en cabinet ou à l'hôpital.

C'est dans ce réservoir d'experts que puise le CSA pour ses activités directes ou indirectes à l'étranger. Son « groupe spécialisé médecine » comprend environ 70 personnes (médecins, anesthésistes et infirmiers) qui peuvent être mises à la disposition du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de l'Organisation mondiale de la santé ou d'autres organismes humanitaires. En outre, cinq professionnels sont mobilisables en permanence pour les

engagements de la Chaîne suisse de sauvetage.

Ces experts ont acquis les principes de base de la médecine de catastrophe en suivant des cours donnés par le CSA, le CICR ou les hôpitaux universitaires. Mais la formation théorique n'est qu'un début: « L'apprentissage se fait surtout par l'expérience pratique. C'est là le seul 'laboratoire' possible, le véritable banc d'essai. Aucun cours ne pourra jamais remplacer la réalité vécue sur le terrain », relève Flavio Del Ponte, conseiller médical du CSA.

Crise des vocations

La médecine de catastrophe est en quelque sorte le pendant civil de la médecine militaire, une discipline plus ancienne qui traverse actuellement une crise d'identité. En Suisse, l'armée manque cruellement de médecins militaires. Cette fonction, attachée à un grade d'officier, a perdu tout attrait aux yeux des étudiants en médecine, qui sont toujours moins nombreux à vouloir embrasser la carrière militaire. Une des raisons de ce désintérêt tient au fait que la formation acquise sous les drapeaux reste

pour seul laboratoire

essentiellement théorique et n'est pas vraiment prise en compte dans le domaine civil. Résultat: les effectifs disponibles ne suffiront bientôt plus à couvrir les besoins de la troupe en soins médicaux. Pour résoudre son problème de recrutement, l'armée a décidé d'offrir aux jeunes diplômés une formation postgraduée de haut niveau, qu'ils puissent faire valoir aussi sur le plan civil. C'est ainsi qu'est née, en octobre 2002, l'Académie suisse intégrée

terventions sur le terrain, aux côtés des médecins de la Chaîne suisse de sauvetage.

Établir des normes suisses

L'idée est de créer un pool de médecins civils et militaires mobilisables en cas de catastrophe en Suisse ou pour des missions sanitaires à l'étranger, relève le professeur Yersin. «Actuellement, l'armée aurait beaucoup de difficultés à recruter des médecins si



Messinger / lat

Palestine

de médecine militaire et de catastrophe (ASIMC), une structure partagée entre les cinq facultés de médecine du pays. Elle doit former tant les médecins militaires que leurs confrères civils intéressés par la médecine de catastrophe. Chaque hôpital universitaire est en train de constituer un centre de formation selon sa spécialité. Celui de Lausanne, le CHUV, est le plus avancé dans ce projet. Il a mis sur pied un programme en six modules consacré à la médecine d'urgence et à l'organisation des soins en situation de catastrophe. Bertrand Yersin, médecin-chef des urgences au CHUV, en est le responsable: «Une partie de nos cours portent sur la médecine d'urgence en cas d'accidents majeurs en Suisse, comme les accidents de train, les éboulements, etc. D'autres modules concernent les catastrophes majeures, en particulier celles qui se déroulent dans des pays en développement, là où l'infrastructure sanitaire est inexistante ou détruite.»

Pour que les élèves de l'académie puissent compléter leur formation par une expérience pratique, le CSA leur offre la possibilité de participer à des in-

un séisme devait se produire en Suisse, par exemple. Or, ce type d'intervention fait également partie de sa mission.»

À côté de l'enseignement, l'académie mènera des travaux de recherche. Le CSA tient beaucoup à ce volet, qui permettra de valider scientifiquement les connaissances acquises sur le terrain. «Les cours donnés à l'armée se basaient surtout sur l'expérience des autres pays. Pourtant, les médecins suisses effectuent de nombreuses missions à l'étranger, souvent sous la bannière du CICR. Il appartiendra à l'académie de réunir ces expériences personnelles, d'en vérifier la qualité et d'élaborer un ensemble de normes», explique Flavio Del Ponte. «Ce projet donnera à la médecine suisse de catastrophe ses lettres de noblesse.» ■

Formation de chirurgiens érythréens

La médecine humanitaire ne se limite pas aux interventions directes. Depuis quelques années, elle comporte également des activités d'enseignement en chirurgie de guerre ou de catastrophe. Cette activité répond à une demande croissante de la part de pays affectés par des guerres ou des crises. L'Érythrée en est un exemple. Elle a fait appel au CSA pour aider la Faculté de médecine de l'Université d'Asmara à mettre sur pied une formation spécifiquement axée sur la chirurgie de guerre. Depuis 2001, des chirurgiens suisses expérimentés se sont rendus à plusieurs reprises en Érythrée pour donner des cours intensifs d'un mois. Ces cours ont été suivis par une vingtaine de chirurgiens locaux, qui ont passé leur examen final en mars 2004, en présence de deux examinateurs du CSA.

Formation à la carte pour réduire la pauvreté

Le chômage et le sous-emploi qui frappent deux tiers de la population péruvienne sont dus en partie à certaines carences du système public de formation professionnelle. Dans le but d'améliorer les conditions de vie des jeunes marginalisés et des femmes, la DDC appuie l'introduction d'un modèle plus flexible et axé sur les besoins du marché.



Ron Gilling / Still Pictures

Un programme dynamique

Le programme CAPLAB, qui a débuté en 1996 dans huit CEO de Lima, collabore aujourd'hui avec 350 centres à travers tout le pays. Il a élaboré 23 modules de cours dans des domaines aussi divers que la confection, l'informatique, l'électricité, la mécanique, le secrétariat ou la gestion d'une micro-entreprise. Environ 8000 personnes ont déjà été formées, dont une moitié de femmes, et 11 000 autres sont en formation. De leur côté, 3300 directeurs et professeurs ont suivi une formation continue. Cette structure a fait la preuve de son efficacité : dans un délai de six mois après avoir terminé un cours, plus de la moitié des participants trouvent un emploi et 17% se lancent dans une activité indépendante. Les 52 bureaux de placement créés dans le cadre du programme ont procuré un emploi à plus de 80 000 candidats. Leurs cours sur l'entretien d'embauche ont été fréquentés par 12 000 personnes.

(Jls) Pour un adolescent qui n'a pas terminé sa scolarité ou une femme sans formation, la seule possibilité d'acquérir des compétences techniques au Pérou est de fréquenter l'un des 1000 Centres de formation professionnelle (CEO) rattachés au ministère de l'éducation. Contrairement aux CEO privés, ces institutions sont gratuites et leurs conditions d'admission faciles à remplir, ce qui les rend accessibles aux catégories défavorisées. Revers de la médaille : le niveau d'enseignement des CEO publics est très bas. De ce fait, ils jouissent d'une mauvaise réputation auprès des employeurs.

Avec le soutien de la DDC, active au Pérou depuis 40 ans, le programme de formation professionnelle CAPLAB (Capacitación laboral) est en train de réformer la philosophie du système. Selon un modèle qui est déjà appliqué par plus du tiers des CEO publics, la formation se découpe en modules de un à trois mois, dont le contenu répond à la demande des entreprises locales. « Ce concept est parfaitement adapté à la réalité quotidienne des jeunes et des femmes, pour qui il est exclu d'envisager une formation de longue durée. Les participants peuvent suivre un module, travailler pendant quelque

temps, puis revenir pour un deuxième module », explique Malte Lipczinsky, de la section Emploi et revenu, à la DDC.

Rapprocher la formation du marché

Chaque CEO élabore désormais son offre de formation en concertation avec les entreprises du quartier. Dans le cadre d'une formation continue, les directeurs et les professeurs sont sensibilisés au fait que ces institutions doivent s'insérer dans leur environnement économique en tant que prestataires de services. Avec le soutien de CAPLAB, le ministère du travail a également créé 52 bureaux de placement, ouverts non seulement aux élèves des CEO, mais également aux autres demandeurs d'emplois de la région. Convaincu par le succès du programme CAPLAB, le ministère de l'éducation a décidé d'intégrer ce modèle dans le système national de formation professionnelle. ■

Bilan de la coopération avec l'Est

(jtm) Quelle aide la Suisse a-t-elle apporté aux anciens pays communistes d'Europe orientale? Que reste-t-il à faire? En se basant sur une évaluation indépendante, une brochure publiée par la DDC et le seco fait le bilan de la coopération suisse avec l'Est. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, la Suisse a débloqué des moyens considérables pour soutenir le changement de système politique, pour renforcer la démocratie et l'économie de marché en Europe de l'Est. Elle a ainsi fait preuve de solidarité et contribué de manière substantielle à la construction d'une Europe stable et sûre. Même si les réformes ont bien progressé en Europe du Sud-Est et dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), le processus de transition n'est pas encore

achevé. Conclusion de ce bilan: la Suisse a fourni une aide de qualité et elle devrait poursuivre son engagement en Europe de l'Est, dans l'intérêt des pays en transition, mais aussi dans son propre intérêt. Ouvrir des perspectives sur place aux populations est en effet un moyen efficace de prévenir des mouvements migratoires.

La brochure s'intitule «Le chemin difficile vers la démocratie et l'économie de marché – Bilan de douze ans de coopération avec les pays de l'Est». Elle existe en français, allemand, italien et anglais. Commandes: DDC, Médias et communication, tél. 031 322 44 12, info@deza.admin.ch

La Suisse élargit son aide à la Mongolie

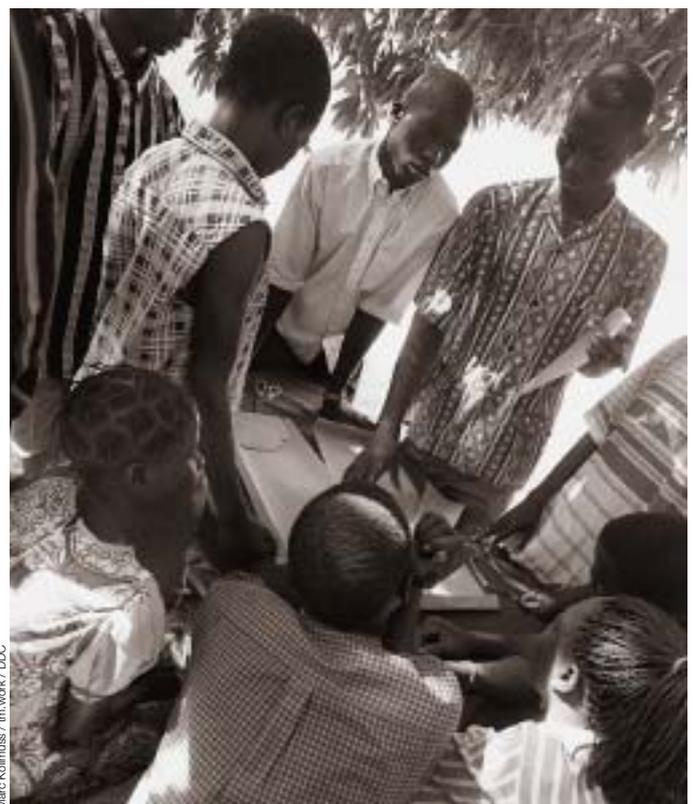
(sdm) Depuis 1999, la DDC fournit une aide humanitaire à la Mongolie, en proie à des catastrophes

climatiques et écologiques provoquées par des hivers extrêmement rigoureux et d'abondantes chutes de neige. Le *dzud*, un phénomène climatique spécifique à la Mongolie, fait suite à des étés particulièrement arides. En 2003, la DDC a décidé de renforcer son aide en mettant sur pied un programme de coopération au développement. Elle entend ainsi répondre aux défis structurels auxquels le pays doit faire face depuis son passage à l'économie de marché. Ce programme spécial a pour objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté, qui frappe près de 40 pour cent de la population mongole. La Suisse financera des projets liés à la gestion des ressources naturelles, au développement rural, à la bonne gouvernance ainsi que des activités de formation dans le domaine socio-économique.

À cette fin, le bureau de liaison de l'aide humanitaire, installé dans les locaux du consulat suisse à Oulan-Bator, a été transformé en un bureau de coopération. Celui-ci a été inauguré en avril par le secrétaire d'État Franz von Däniken, à l'occasion du 40^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Markus Dubach, consul honoraire et responsable de la coordination des programmes d'aide humanitaire, a été nommé directeur résident en janvier 2004. Il est dorénavant chargé de coordonner la mise en œuvre conjointe des programmes de coopération au développement et d'aide humanitaire de la DDC en Mongolie.

Au fait, qu'est-ce qu'un *stakeholder*?

(bf) Traduit littéralement en français, le mot *stakeholder* signifie «détenteur d'une mise, d'un enjeu». De nos jours, c'est ainsi que l'on désigne les parties prenantes d'une entreprise. Cette notion élargit celle de *shareholder value*, courante en économie d'entreprise, qui se centre sur les besoins et les attentes des propriétaires de la firme (les actionnaires, dans le cas d'une société anonyme). Adopter le principe du *stakeholder*, c'est en revanche s'efforcer d'examiner l'entreprise dans son contexte social et d'harmoniser les besoins parfois divergents de toutes les parties prenantes. Dans la coopération au développement, le terme de *stakeholder* désigne toute entité qui est touchée ou influencée par une mesure, ou encore qui exerce elle-même une influence sur cette mesure. Outre les bénéficiaires directs d'un projet ou d'une activité, il peut comprendre les bailleurs de fonds, les catégories défavorisées, le gouvernement, des groupes d'intérêts ou les représentants d'organisations non gouvernementales et du secteur privé. La Banque mondiale et quelques agences bilatérales de développement ont introduit cette notion dans leurs activités au début des années 90. Aujourd'hui, on parle souvent de l'approche *multi-stakeholder*. Son objectif, dans le domaine de la coopération, est d'associer d'emblée à une action l'ensemble des personnes concernées à un titre ou à un autre, afin d'obtenir le meilleur résultat possible pour chacune d'elles.



Marc Kolmus / Im work / DDC



Soudan, 2002

« L'aide humanitaire a toujours

FORUM



Mary Anderson est la théoricienne la plus influente dans le domaine humanitaire, du moins aux yeux du *New York Times*. Cette Américaine, dont les thèses et les livres ont eu des échos dans le monde entier, a commencé sa carrière académique en tant qu'économiste. Après avoir obtenu son diplôme à l'Université du Colorado, elle s'est consacrée à l'analyse de questions liées au genre, à la politique d'éducation et au développement. Elle a enseigné et poursuivi des recherches au MIT (Massachusetts Institute of Technology) et à l'Institut de Harvard pour le développement international. Dans les années 90, Mary Anderson s'est intéressée de plus en plus aux rapports entre aide humanitaire, coopération au développement et conflits. À la tête de l'ONG Collaborative for Development Action, elle s'emploie depuis 1995 à mieux intégrer les ressources locales dans les efforts entrepris pour vaincre la guerre et le sous-développement.

Mary Anderson a été la première à examiner de façon systématique les risques liés à des secours irréfléchis ou mal conçus. Son ouvrage *Do No Harm*, paru en 1999, est devenu un classique du développement. Aujourd'hui, elle conseille des agences de développement et des organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier en matière d'efficacité de l'aide humanitaire. La DDC recourt elle aussi à ses services. Interview: Thomas Jenatsch*.

Un seul monde: L'aide peut-elle prévenir des conflits ou tout au moins les enrayer?

Mary Anderson: Les guerres sont un phénomène politique que l'aide ne peut ni arrêter ni provoquer. Mais il se trouve que les secours doivent souvent être apportés au milieu d'un conflit. Les organismes d'aide sont donc responsables des incidences que leur action peut avoir sur ce conflit. Le message de *Do No Harm* (ne pas nuire), c'est qu'il n'y a pas d'effets neutres: la manière dont l'aide est fournie a toujours des répercussions sur les hostilités en cours. Il faut agir intelligemment pour obtenir l'impact souhaité.

Quels sont les problèmes les plus fréquents par rapport aux livraisons d'aide?

L'aide alimentaire est souvent détournée de son but par les belligérants. Il arrive que la nourriture soit vendue ou qu'elle serve à nourrir des armées. Par ailleurs, les dirigeants politiques peuvent manipuler des mouvements de population – de réfugiés par exemple – en choisissant le lieu où les denrées seront distribuées. Les organismes humanitaires commettent couramment l'erreur de sélectionner les destinataires. Si l'aide se trouve de fait réservée à un seul groupe ethnique ou religieux, on peut avoir

l'impression qu'un camp est favorisé par rapport à un autre. Les animosités existantes s'en trouvent renforcées et le conflit exacerbé.

Comment apporter une aide intelligente?

En réduisant ce qui divise les gens et en renforçant ce qui les unit.

En Bosnie, en Somalie et au Soudan, l'aide internationale a été accusée de prolonger la guerre civile au lieu de la raccourcir.

Beaucoup d'organisations humanitaires qui travaillaient dans le sud du Soudan sont effectivement arrivées à cette conclusion. Elles étaient affligées de constater que l'aide internationale permettait aux belligérants de faire durer la guerre plus longtemps que cela n'aurait été le cas sans ces ressources supplémentaires. En même temps, leurs collaborateurs se rendaient compte qu'ils soulageaient de grandes souffrances et que sans eux beaucoup de gens seraient morts.

Que proposez-vous dans de telles situations? Faut-il poursuivre l'assistance au risque de favoriser la guerre ou alors tout arrêter?

Des arguments basés sur l'alternative «soit... soit...»



Soudan, 2002

Stanley Greene / Agence VU (2)

des incidences sur la guerre »

ne suffisent pas à saisir toute la réalité. Il est illusoire de vouloir sauvegarder une sorte de pureté ou de neutralité en se tenant à l'écart d'un conflit. En décidant de ne pas intervenir dans une zone en guerre, on accepte d'autres choses sans contradiction. Là aussi, c'est la façon d'aider qui compte. Les secours peuvent renforcer la position dominante d'un parti. Mais ils peuvent aussi mettre en cause ce pouvoir, du fait qu'ils sont les yeux et les oreilles de la communauté internationale. Il y a de nombreuses manières de fournir un soutien. On en trouve toujours une qui ne soit pas nuisible.

Les secours humanitaires apportés aujourd'hui à l'Irak ne sont-ils pas un simple outil de stabilisation politique?

À mon avis, cette aide est tellement insignifiante qu'elle ne peut guère contribuer à une stabilisation de la situation. Si ce but devait être atteint, ce serait le résultat des efforts entrepris par la population irakienne qui aspire à la stabilité. Les organisations donatrices ne pourront pas jouer un rôle important en Irak tant que le gouvernement Bush persistera à contrôler toutes les décisions. Dans ces conditions, elles font figure d'auxiliaires qui aident les États-Unis à atteindre leurs objectifs. Certaines ONG se sont d'ailleurs retirées d'Irak car c'est précisément ce qu'elles ne voulaient pas faire.

Le bilan de la coopération en matière de prévention des crises n'est pas vraiment brillant: les budgets augmentent, mais les conflits ne semblent pas diminuer.

Les chiffres disent autre chose: des études sérieuses montrent que le nombre de conflits a diminué au cours des cinq dernières années. Les organisations d'entraide ont-elles contribué à éviter ou à atténuer des guerres? Probablement pas de façon explicite.



Alexis Cordesse / Locket photos

Somalie, 1992

Toutes cherchent maintenant à prévenir, ce qui vaut naturellement mieux que guérir. La prévention commence généralement par une analyse des raisons qui conduisent les gens à se faire la guerre. Ensuite, on cherche un système convaincant qui puisse les dissuader d'un recours à la force. L'ONG que je préside procède autrement. Nous faisons actuellement une série d'études concrètes sur des groupes particuliers. Tout en vivant dans des sociétés en guerre, ces derniers ont trouvé une stratégie pour ne pas se laisser entraîner dans le conflit qui se déroule autour d'eux. En un certain sens, ces gens-là sont de vrais facteurs de paix. Peut-être nous apprendront-ils des choses utiles qui permettront à tout le monde d'éviter des guerres futures.



Mike Goldwater / Network / Lookat

Soudan, 2002

Soutenir les forces de paix

L'aide extérieure n'intervient pas dans un vide politique. L'aide humanitaire fournie dans un contexte de guerre devient elle-même un élément de ce contexte. Elle peut atténuer, prolonger ou même aggraver le conflit, mais son effet n'est jamais neutre. Telle est la constatation centrale de *Do No Harm*, l'ouvrage de Mary Anderson publié en 1999. Pour éviter des effets secondaires indésirables, voire dévastateurs, toute aide doit être précédée d'une analyse approfondie du contexte. Quels groupes sociaux attisent le conflit ? Lesquels ont une action conciliatrice ? Dans *Do No Harm*, Mary Anderson souligne l'importance des forces de paix locales. L'aide humanitaire doit viser à soutenir les facteurs locaux de cohésion sociale et à isoler les éléments bellicistes.

Existe-t-il une possibilité de proscrire la guerre à grande échelle ?

Je crois que personne ne sait à l'heure actuelle comment empêcher un affrontement armé. Mais je sais que les guerres évitées sont plus nombreuses que les guerres déclenchées. Statistiquement, les pays qui renoncent à partir en guerre sont plus nombreux que les autres. Bien sûr, il est difficile d'empêcher les gens de poursuivre un conflit une fois qu'ils s'y sont laissés entraîner. Cependant, certains efforts sont nécessaires pour envoyer des êtres humains au combat. Un événement doit survenir pour que l'on en arrive là.

Les guerres civiles sont souvent motivées par la rapacité plutôt que par la misère. Une stratégie de réduction de la pauvreté est-elle finalement condamnée à l'échec lorsqu'il s'agit de prévention des conflits ?

Encore une fois, il est faux de croire que l'aide humanitaire et la coopération économique pourraient résoudre des conflits armés. Mais vous avez raison : on fait rarement la guerre à cause de la pauvreté. Il y a plus de pays pauvres en situation de paix que de pays pauvres engagés dans un conflit. Cependant, les pays en guerre sont plus souvent pauvres que riches. Il doit donc exister une corrélation entre pauvreté et conflit. Le dénuement ne constitue toutefois pas le moteur unique ou décisif d'une conflagration. La lutte contre la pauvreté est une bonne cause, qui doit être défendue avec sérieux et énergie. Mais ce n'est pas la meilleure stratégie à adopter pour désamorcer des conflits.

Quels sont les objectifs de votre travail avec la DDC ?

La DDC souhaite reprendre les idées contenues dans *Do No Harm* et *Reflecting on Peace Practice*. Nous collaborons déjà sur ces problématiques avec de nombreuses organisations internationales et nous réjouissons de travailler avec un autre organisme important.

Vous appliquez l'approche Do No Harm depuis dix ans. Avez-vous constaté des effets de ce travail sur le terrain ?

Je n'ai pas de réponse exacte à cette question. Je sais seulement que beaucoup de personnes nous disent travailler selon cette approche. Elles la jugent très utile pour concevoir des programmes d'aide plus judicieux et mieux adaptés aux gens avec lesquels elles travaillent. Cependant, *Do No Harm* est un processus d'apprentissage permanent. Nous ne tirons jamais un trait en disant : « Ceci est la vérité, allez et vivez selon ces principes. » ■

**Thomas Jenatsch est collaborateur de la Division médias et communication de la DDC*

(De l'anglais)

Les nouvelles violences

Pendant 400 ans, l'Amérique centrale a été un vaste brasier, une terre de violence. Dans ce *far-west* tropical, les Espagnols ont enseigné la discrimination et construit des œuvres éternelles. Après la Fédération de 1830 – issue du combat contre les idées médiévales – l'Amérique centrale a été divisée en cinq républiques : Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica. Ces pays ont imité les modèles de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Ils souhaitaient acquérir l'aura de la modernisation. Leurs rêves les plus chers avaient pour objets la migration choisie et le chemin de fer. L'Amérique centrale aspirait à être une Europe américaine. Dans cet univers hybride composé d'indigènes, de métis, de Noirs et de Blancs, les tyrans ont imposé l'autoritarisme, bafouant la pratique démocratique. Avec des interruptions, la violence armée s'est prolongée jusqu'en 1990. En fin de compte, la « guerre sale » aura fait 180 000 morts au Guatemala, 90 000 au Salvador et 70 000 au Nicaragua. Elle n'a cessé qu'au moment où des consensus ont été trouvés sur le plan interne. Ce bain de sang a entravé le progrès dans la région. Les conflits armés ont fait place à l'agressivité citadine et à la violence civile de la mondialisation : enlèvements, vols de voitures, bandes urbaines (*maras*), pauvreté, délinquance organisée... Les gouvernements respectent tant bien que mal les droits de l'homme, mais les êtres humains, eux, ne respectent pas leurs propres droits. En Amérique centrale, les fêtes de Noël se terminent par des centaines de morts, des taux élevés de brutalité, des excès d'alcool, des accidents de la route et toutes sortes d'abus. Beaucoup de célébrations sont ritualisées dans le sang. Qu'arrive-t-il donc à cette région, incapable d'apprendre à

vivre en harmonie ? Trop de fusils et de revolvers ? Non. Le Canada, où l'on recense environ 7 millions d'armes à feu, les crimes sont relativement rares. La violence de l'histoire ? Elle est pire dans d'autres nations, où les gens ne s'exterminent pas entre eux pour autant. L'influence de la télévision ? Elle fournit une partie de l'explication, car en Amérique centrale, un enfant regarde chaque année cent films hollywoodiens dans lesquels sont commis au total 926 délits. C'est un facteur important. Mais ce qui manque par-dessus tout, ce sont des politiques éducatives qui enseignent la tolérance sociale, la vie en communauté, l'amour du prochain et la solidarité. Le problème relève de la tendresse, il est éminemment culturel. L'Amérique centrale se débat avec un terrible besoin culturel. Elle recherche une culture qui affirme ses racines tout en l'intégrant au monde, qui fortifie l'estime de soi par la consolidation des valeurs, qui extirpe le machisme et enseigne le respect des différences, une culture qui retourne vers l'être humain, le compatriote, le frère. La macro-économie n'a pas raison si elle ne produit pas une meilleure qualité de vie. Et la qualité de vie, c'est cohabiter en paix. La civilisation met du temps à s'installer, car elle est essentiellement un état mental. Aujourd'hui, il n'y a plus de guérilla dans les montagnes. On a vu apparaître des formes plus exotiques de violence : braquages dans les beaux quartiers, faux politiciens, trafic de drogue, dirigeants corrompus, intolérance et discrimination, conséquences de la modernisation. Il faut de nouveaux schémas de pensée, des visions du monde rafraîchies, des inspirations intellectuelles qui permettent de se projeter dans l'avenir en reconstruisant l'esprit des gens et en les incitant à être toujours meilleurs. Le combat du

21^e siècle se met en scène dans l'esprit, pas seulement sur le plan matériel.

À peine 183 ans se sont écoulés depuis l'indépendance. L'Amérique centrale est encore jeune. Elle peut profiter de l'expérience de pays plus anciens pour s'organiser. Voilà son défi quotidien : adopter des modèles humanistes de développement, naviguer sur le fleuve des principes universels, résister à l'absorption par les multinationales et les puissances étrangères, être simplement elle-même. Maintenant que la guerre a été vaincue, les hommes doivent sauver la vie en commun. Ce sera leur conquête la plus difficile. La menace permanente réside dans la nature humaine, dont l'agressivité ne connaît pas de limites.

Au-delà des technologies et des systèmes économiques, des exportations et du revenu par habitant, un peuple définit sa destinée par ses aspirations vitales, c'est-à-dire par ses ambitions culturelles. C'est pourquoi les populations d'Amérique centrale souhaitent tellement que le monde regarde leur expérience historique dans le miroir de sa propre solidarité. ■

(De l'espagnol)



Julio Escoto n'est pas seulement un auteur et un journaliste reconnu au Honduras, il appartient également à l'élite intellectuelle de son pays. Cet homme de 60 ans a déjà reçu plusieurs prix internationaux pour une œuvre dans laquelle il se distingue par son identification au Honduras et aux valeurs de ce pays. Ses ouvrages les plus connus sont *Los Guerreros de Hibueras*, *El Árbol de los Pañuelos* et *Rey del albor Madrugada*.



Christian Poveda / Agence VU

La photographie contemporaine en Afrique

Après le grand succès des 5^{es} Rencontres de la photographie africaine, à Bamako, une sélection des œuvres présentées lors de cette manifestation a pris le chemin de Berne. Les images contemporaines de l'exposition «Rites sacrés, rites profanes» racontent un monde qui est étonnamment proche du nôtre. De Maria Roselli.

CULTURE



2

1. **Myriam Mihindou (Gabon)**
Relique d'un corps domestique, Hybride, 2002
2. **Sophie Elbaz (Algérie)** Lucy, 2002
3. **Indrid Mwangi (Kenya)** Coloured, 2001
4. **Jamal Benabdesslam (Maroc)** Prières rogatoires, Inezgane 2000



3

Encore jeune, la biennale de Bamako est déjà un classique. À l'occasion de la cinquième édition en 2003, les médias ont encensé cette manifestation, y voyant le grand événement de la photographie en Afrique. Il est incontestable qu'en choisissant des photographes de premier ordre, les Rencontres de la photographie africaine se sont forgé au cours des dix dernières années

culturelle «Programme Afrique en Créations». La cinquième édition de cette exposition internationale portait sur le sens du rite dans les sociétés africaines. «Qu'ils soient sacrés ou profanes, les rites révèlent l'essence même de notre humanité», affirme Simon Njami, commissaire général de l'exposition. «Les rites sacrés sont habités par Dieu ou les dieux, tandis que

De nouvelles images de l'Afrique

Pour la première fois depuis la création de cette biennale, le public suisse a la possibilité d'admirer une sélection des meilleures photos présentées à Bamako. Une exposition a été organisée par le Kornhausforum de Berne, avec le soutien de la DDC. Elle porte le même titre que la manifestation de Bamako : «Rites sa-

Cette exposition veut offrir aux visiteurs un regard sur l'Afrique d'aujourd'hui, «loin des clichés et des préjugés». Pour une fois, il s'agit de s'intéresser au continent noir tel qu'il est dans sa multiplicité. Un continent qui ne se limite pas au sida, aux épidémies et aux guerres civiles. «Même les professionnels ignorent souvent que l'histoire de la photographie africaine est aussi ancienne que



4

une excellente réputation. Durant un mois, du 20 octobre au 20 novembre 2003, la capitale malienne a exposé dans des lieux divers plus de 3000 photos réalisées par une cinquantaine d'artistes venus de tout le continent. La biennale de Bamako est organisée par le ministère malien de la culture et par l'organisation

les rites profanes se préoccupent de l'individu. Lorsque nous les appliquons à la photographie, ils illustrent la relation que nous entretenons avec le problème de la représentation.» La biennale était structurée en plusieurs parties, dont une section internationale, des monographies et des expositions thématiques.

crés, rites profanes». La curatrice Silvia Luckner a rassemblé 165 œuvres, réalisées par 18 photographes originaires de dix pays différents. «Nous avons limité notre choix à la section thématique, parce que nous voulions mettre l'accent sur la photographie africaine contemporaine», explique-t-elle.

celle de la photographie occidentale. Notre exposition a pour but de combler cette lacune», souligne l'organisateur de la manifestation bernoise Niggi Popp, de l'association culturelle Nawao. Au début du siècle passé, les photographes africains se consacraient essentiellement au portrait. Le photoreportage s'est ré-



5



6

5. **Zwelethu Mthethwa (Afrique du Sud)** Sacred Homes, 1999

6. **Susan Hefuna (Egypte)** Ventanas, 2002

7. **Hala El Koussy (Egypte)** Guezira, 2003

7



pandu à partir des années 40. Mais en Europe, on ne connaissait guère que les images rapportées par les missionnaires et les ethnologues. L'exposition de Berne vise à corriger cette perception restreinte. Elle se centre sur la création photographique actuelle de l'Afrique en tant qu'expression artistique autonome.

Entre religion et première cigarette

La majeure partie des photos exposées à Berne ont été prises entre 2000 et 2003. Seuls deux des photographes présentés ont choisi d'illustrer des rites religieux africains. Zwelethu Mthethwa, qui a appris son métier au Cap et à New York, s'est intéressé aux églises improvisées par diverses communautés religieuses qui tentent de prendre pied en Afrique. Tandis que ses photos mettent l'accent sur les lieux de culte, celles d'Andrew

Tshabangu, en noir et blanc, placent l'individu au centre de l'expérience spirituelle.

Les œuvres de Mohamed Camara racontent de petites histoires de tous les jours. Cet artiste malien de 21 ans capte des instants que les adolescents connaissent bien, tant en Afrique qu'en Europe. Ses images parlent un langage international: l'une d'elles montre un ventilateur qui chasse la fumée de la chambre, pour que les parents ne surprennent pas leur fils en train de griller ses premières cigarettes; un autre cliché évoque d'agréables instants de repos sur un lit défait après un match de football. Ces photos font paraître le monde plus petit.

Photos de famille et scènes urbaines

Fatimah Tuggar met en scène des photos de famille dont le thème est le franchissement des frontières entre réalité et imaginaire,

mais aussi entre univers occidental et africain. Dans ses montages, cette célèbre photographe nigériane qui vit à New York recourt volontairement aux symboles sociaux du monde occidental. L'urbanité est en revanche le fil rouge qui traverse les œuvres de l'Égyptienne Maha Maamoun. Alors qu'elles atteignent jusqu'à trois mètres de hauteur, ses photos révèlent seulement d'infimes parcelles de scènes urbaines, qui sont toutefois clairement identifiables: ici, on voit une jupe à fleurs qui traverse un passage pour piétons dont la peinture blanche est défraîchie; ailleurs, le wagon d'un tramway aux couleurs pastel s'arrête devant une passante. ■

(De l'allemand)

«Rites sacrés, rites profanes»

L'exposition se tient au Kornhausforum de Berne du 18 juin au 1^{er} août. On peut y voir une sélection des œuvres présentées lors des 5^{es} Rencontres de la photographie africaine, à Bamako.

Le vernissage a lieu le mercredi 16 juin à 18 heures.

Une table ronde est organisée le 17 juin dès 20 heures.

Animée par Simon Haller, elle réunira notamment Simon Njami, commissaire général de la biennale de Bamako, et Silvia Luckner, curatrice de l'exposition bernoise.

Le cinéma du Mékong à Locarno

(dls) Le 57^e Festival international du film de Locarno aura lieu du 4 au 14 août. Sa programmation fait la part belle aux cinémas du monde. La DDC contribuera une nouvelle fois à renforcer la présentation des films du Sud. Avec les organisateurs, elle s'emploiera à favoriser les rencontres entre les réalisateurs de ces pays et les milieux cinématographiques occidentaux, à travers des interventions ciblées comme le projet triennal «Portes ouvertes – Les producteurs européens rencontrent le cinéma du monde». Ce projet, consacré à la valorisation des cinémas du Sud et de l'Est qui traversent une période de crise, s'est intéressé l'an dernier à la production cubaine. Cette année, il se concentre sur des films réalisés dans la région du Mékong. La DDC soutient aussi la post-production et le sous-titrage de films en provenance de pays en développement. En outre, elle accordera une aide à leurs réalisateurs et producteurs pour qu'ils puissent faire le déplacement jusqu'en Suisse.

Plus d'informations sous www.pardo.ch

Dans les rizières du Cambodge

(dg) Dans son premier long métrage, le réalisateur cambodgien Rithy Panh raconte l'histoire du riziculteur Vong Poeww et de sa famille. À chaque saison, la récolte escomptée doit nourrir les parents et leurs sept filles. Mais le père meurt prématurément. La mère, Yim Om, doit se dé-



brouiller seule avec ses enfants. De plus en plus souvent hantée par le fantôme de son mari, elle finit par perdre pied et basculer dans la folie. C'est la fille aînée qui prend en main la destinée de la famille. Fait d'images fortes pleines d'émotion, le film raconte les liens étroits entre le cycle de la vie et celui du riz. Il décrit fidèlement la vie rurale au Cambodge, dont l'harmonie est aujourd'hui gravement menacée. *Rithy Panh*: «*Neak srê*» (*Les Gens de la rizière*), 1994; long métrage, vidéo VHS, khmer, sous-titrage allemand/français, 125 minutes, dès 14 ans. Vente: trigon-film, Klosterstrasse 42, 5430 Wettingen 1; tél. 056 430 12 30, info@trigon-film.org. Informations et conseils: *Films pour un seul monde*, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Le riz, c'est la vie

(bf) Aliment de base pour deux tiers au moins de l'humanité, le riz est aussi la principale source de revenus pour nombre de gens. C'est pourquoi l'ONU a proclamé 2004 Année internationale du riz. À cette occasion, une campagne nationale se déroule en Suisse sur le thème «Le riz, c'est la vie». Elle est organisée conjointement par le Secrétariat d'État à l'économie (seco), claro fair trade SA, active depuis trente ans dans le commerce équitable, et diverses œuvres d'entraide. Le soutien au commerce équitable fait partie intégrante des efforts visant à favoriser l'intégration des pays en développement et en transition dans le marché mondial. La Suisse peut contribuer à la création de nouvelles possibilités d'échange dans le respect des normes sociales et environnementales. Le site officiel de l'Année internationale du riz (www.rice2004.org) fournit des informations détaillées en plusieurs langues. Très convivial, il

s'adresse non seulement aux spécialistes, mais également aux écoles ou à toute personne intéressée.

www.rice2004.org

L'art africain sur Internet

(bf) La plupart des musées d'ethnographie consacrent une ou plusieurs pages de leur site Internet à l'art africain. Voici un choix très arbitraire des pages qui nous ont plu:

Musée national de Namibie: www.natmus.cul.na/newindex.html

Musée national du Mali: www.maliba.8m.com/Musee/collecti.htm

Musée du Quai Branly des Arts d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, Paris:

www.quai Branly.fr
Université de la Floride du Sud: www.camwood.org/Cont_Africa/xing.htm

«Harlemm Network»:

www.nokmuseum.org
Présentation d'artistes africains connus comme Kiwuti Mbuno et Cyprien Toukoudagba: www.galleriaspazia.com/Africana.htm

Ambiance «latino» au Paléo

(gnt) La DDC collabore pour la deuxième fois avec le Paléo Festival Nyon pour mettre sur pied le «Village du monde». Après l'Afrique en 2003, le thème de cette année est l'Amérique latine. C'est donc un *barrio latino* qui sera installé dans l'enceinte une nouvelle fois agrandie du festival. Des groupes typiques et expérimentaux se produiront sur la scène du Dôme, illustrant l'immense diversité musicale de ce continent, une richesse que l'engouement pour la salsa tend parfois à occulter. L'accent sera mis sur les régions et pays suivants: Cuba, Mexique, Colombie, Andes, Brésil et Argentine. Des spécialistes culinaires et artisanales, la

Internet

Musique

Service

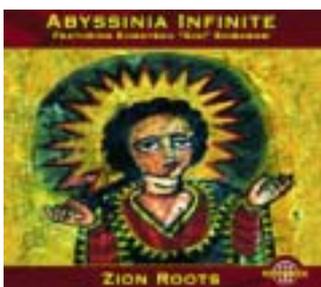


Radio du village, des affiches et des groupes d'animation contribueront à créer une ambiance «latino». Par ce partenariat, la DDC n'entend pas seulement susciter des sympathies envers le Sud, mais favoriser aussi la solidarité avec d'autres cultures. Sous la tente appelée «Ronde de la DDC», le public trouvera des informations concernant la contribution suisse au développement de l'Amérique latine. La DDC a fêté l'an dernier ses 40 ans de coopération avec la Bolivie et elle célèbre le même anniversaire avec le Pérou cette année.

Billets et informations : www.paleo.ch

De la soul pour Gigi

(er) Les studios high-tech américains s'y entendent pour concocter des disques métissés qui ne manquent pas de conquérir le marché mondial. L'album *Zion Roots* a été enregistré aux États-Unis sous la houlette du producteur et bassiste Bill Laswell, un homme doté d'un flair incomparable en matière de fusions adaptées au goût des consommateurs. Ce projet a réuni sa femme, la chanteuse éthiopienne Gigi, et



nombre de musiciens hors pair. Bill Laswell n'a pas agi en froid calculateur. En effet, il a choisi une musique soul qui va droit au cœur: la merveilleuse voix soprano de Gigi se déploie sur les rythmes puissants des percussions, parmi les caresses de l'accordéon, les accents archaïques de la harpe ainsi que les envolées du saxophone et de la flûte. Les mélodies jouées sur les claviers électroniques s'allient avec grâce et simplicité aux traditions musicales de l'Abyssinie, dont les origines remontent aux temps bibliques. L'album né de cet assemblage a envoûté la critique et le public. Nominé au «BBC World Music Award», il a trôné pendant des mois au sommet des hit-parades de la world music. *Abyssinia Infinite featuring Ejigayehu «Gigi» Shibabaw: «Zion Roots»* (Network / Musikvertrieb)

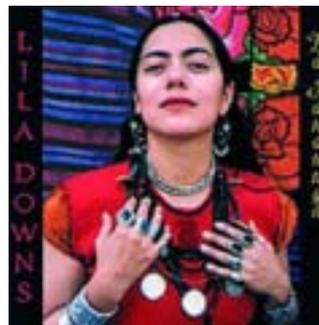
Mélancolie et joie de vivre

(er) La musique mexicaine réunit souvent mélancolie et joie de vivre en une alliance passionnée. Il s'agit souvent d'un métissage entre traditions indigènes et racines américaines, comme celui qui se retrouve dans le chant expressif et puissant de Lila Downs, âgée de 36 ans. Fille d'un Américain originaire d'Écosse et d'une Mexicaine du Sud, cette mezzo-soprano dont la voix aux facettes multiples couvre trois octaves s'est fait connaître en interprétant la bande originale du film *Frida*. Sur son premier CD, sorti en 1997, elle n'évoque pas seulement l'omniprésence de la mort mais aussi d'anciennes coutumes. Elle dialogue avec des envolées de piano, des cordes presque trop enjôleuses et des cuivres aériens quasi insaisissables. L'album, qui vient d'être remasterisé, s'est enrichi de trois morceaux inédits. Parmi eux, la fameuse chanson d'amour *Bésame Mucho*, originaire des Caraïbes, à laquelle la chanteuse

insuffle une nouvelle vie. *Lila Downs: «La Sandunga»* (Narada World / EMI)

Toute l'Amérique latine

(er) Un CD accompagné d'un livre: voilà de quoi entrer de manière passionnante dans le monde des sons et des rythmes, des mélodies et des textes, des chants et des danses d'Amérique du Sud, un continent à la fois pauvre et riche. Le CD réunit 19 trouvailles exclusives d'interprètes tels que Celia Cruz, Atahualpa Yupanqui, Maria Bethania, Orquesta Aragón et même Astor Piazzolla. Le livre de 337 pages a été rédigé en allemand par deux auteurs très compétents. Il four-



nit une foule d'informations sur des styles de musique renommés (boléro, bossa nova, salsa, samba, merengue, tango, etc.) et sur d'autres, moins connus, comme la chacarera, la cumbia ou la cueca. Très agréable à lire, il dépeint le cadre historique et social de ce monde musical. En annexe, on trouve une liste d'ouvrages et d'albums intéressants, un répertoire d'instruments, une liste des différents rythmes et un index. Paru en 2002 et vendu au prix d'un CD, ce paquet est incontournable pour tout fan de la musique latino-américaine. Bien qu'il ne soit pas totalement actuel, il donne envie de connaître les nouvelles tendances de cet univers musical.

Arne Birkenstock / Eduardo Blumenstock: «Salsa, Samba, Santería», éditions dtv 2434

Livres et brochures
Tomasa, Nagat et les autres
 (bf) Pendant cinq ans, la photographe Ilse Thoma a suivi quatre générations de femmes dans neuf pays: Gambie, Israël, Yémen, Inde, États-Unis, Russie, Bolivie, Japon et Allemagne. Les textes et les images de son livre dressent des portraits minutieux et vivants, au point que ces femmes en deviennent pour ainsi dire de proches connaissances. L'ouvrage évoque l'évolution de la culture et des valeurs dans les sociétés considérées, les traditions, la situation économique ainsi que les rites quotidiens. Empreintes de respect tout en étant très personnelles, les photos illustrent les modes de vie extrêmement différents de ces femmes. Ainsi, Tomasa, une habitante de l'Altiplano bolivien en est à sa dixième grossesse. Elle tient plus à son chapeau «borsalino» qu'à sa hutte de torchis dépourvue de porte ou à son troupeau de lamas. Il y a aussi Nagat, une Yéménite vivant à Sanaa, qui fume la pipe à eau tout en mâchant des feuilles de qat.

Ilse Thoma: «Erzähl mir vom Leben», Benteli Verlag, Berne, 2004

Technologies de l'information

(bf) L'intérêt pour la «société de l'information» est né bien avant que l'ONU n'organise fin décembre 2003 à Genève un sommet mondial sur ce thème. On en a largement parlé dans les années 60 déjà, lorsqu'un vaste débat sur l'«informatisation de la société» a fait rage en France. La dernière édition de la revue semestrielle alémanique *Widerspruch* évoque non seulement l'histoire de cette notion, mais aussi les «chimères de la société du savoir». Elle s'interroge sur les progrès réalisés en Afrique vers la société de l'information et sur le droit des citoyens à une société du savoir durable. La lecture de ce numéro est vivement recom-



mandée à tous ceux qui cherchent des informations de fond sur les technologies de l'information.

«Wissen, Bildung, Informations-technologie», *Widerspruch* 45.

Commandes : *Widerspruch*,
Case postale, 8026 Zurich ;
tél./fax 01 273 03 02 ;
e-mail : vertrieb@widerspruch.ch

Merveilleux temps de chien

(bf) Lassé de son maître, le chien Mboudjak décide un jour de le quitter. Il s'en va errer dans les quartiers pauvres de Yaoundé, la capitale du Cameroun, pour découvrir les hommes de sa perspective à lui, c'est-à-dire d'en bas, et apprendre non seulement à les connaître mais aussi à les comprendre. Il s'accroche aux pas de l'éboueur, dont il peut espérer recevoir quelques miettes, rencontre d'autres chiens qui se moquent de lui, observe les mendiants et les vendeurs de rue, épie les petits plaisirs secrets, les mesquineries et les intrigues des vanu-pieds. Il écoute des pseudo-

intellectuels dont les discours subversifs se terminent généralement par un haussement d'épaules et ce commentaire : «Le Cameroun, c'est le Cameroun». En donnant la parole à un chien, l'écrivain camerounais Patrice Nganang réussit à peindre un portrait précis et coloré de la vie dans les quartiers pauvres de sa ville natale. En 2001, son livre a reçu le Prix Marguerite Yourcenar, qui distingue les œuvres francophones d'auteurs vivant aux États-Unis. En 2003, il s'est vu décerner le Grand Prix de l'Afrique noire. *Patrice Nganang : «Temps de chien», Éditions Le Serpent à Plumes, Paris, 2001*

Partage du pouvoir

(jls) Sous l'effet de la mondialisation, les centres de pouvoirs se déplacent. Les rapports de pouvoir entre hommes et femmes sont ébranlés. Lors d'un colloque organisé début 2003 à Genève par l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), 18 intervenants se sont penchés sur la place des femmes dans les structures et processus de décision. Ils se demandés comment la lutte pour l'égalité de genre peut continuer dans ce nouveau contexte. Les actes du colloque ont été publiés par l'iuéd sous le titre *On m'appelle à régner*. Cette thématique est également abordée dans le numéro 4 des Cahiers genre et développement. Une trentaine d'auteurs évoquent l'accès des femmes au pouvoir, la prise en compte de

leurs droits, l'empowerment des femmes ou la justice sociale.

«On m'appelle à régner – Mondialisation, pouvoir et rapports de genre», *Actes du colloque genre 2003*. Disponible gratuitement au service des publications de l'iuéd :
tél. 022 906 59 50,
fax 022 906 59 53,
publications@iued.unige.ch
«Genre, pouvoirs et justice sociale», *Cahiers genre et développement* 4/2003, iuéd-efi, L'Harmattan

Planète bleue

(bf) Tous les deux ans, la Fondation Éducation et Développement attribue le Prix Planète bleue, doté d'une somme de 10 000 francs, afin d'encourager la production de moyens d'enseignement qui s'inscrivent dans une perspective mondiale. Cette année, trois œuvres ont été primées. L'une d'elles est le DVD *Les enfants du monde / le monde des enfants*, qui réunit huit films sur la vie des enfants en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les thèmes abordés vont du travail des enfants à la conscience de soi en passant par les enfants des rues, les rôles sociaux des deux sexes, le jeu ou l'école. Autre lauréat, le dépliant intitulé *Vive l'eau* invite les élèves à considérer cette ressource dans une perspective mondiale, par exemple en étudiant sa consommation, l'accès à l'eau potable ou le rôle de l'eau dans l'agriculture. Enfin, le cahier *Vivre ensemble* incite les jeunes à s'interroger sur la cohabitation dans nos sociétés multiculturelles. En partant

d'exemples concrets, il favorise la réflexion sur sa propre identité, sur les préjugés et sur la manière d'aborder l'autre.

Pour de plus amples informations :
www.globaleducation.ch.
Les moyens d'enseignement peuvent être obtenus auprès de la Fondation Éducation et Développement,
Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne,
tél. 021 612 00 81

Conflit du Proche-Orient

La Suisse et le monde, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes ayant trait à la politique extérieure de la Suisse et au contexte dans lequel elle s'inscrit, ainsi que des questions d'actualité importantes en la matière. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). Le dossier de l'édition 3/04, qui sera publiée fin juin, traitera du conflit au Proche-Orient. Le dernier numéro, paru en avril, était essentiellement consacré à la politique culturelle extérieure de la Suisse. *Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante :*
«La Suisse et le monde»,
c/o Schaer Thun AG,
Industriest. 12, 3661 Uetendorf
ou par e-mail :
druckzentrum@schaerthun.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne,
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
E-mail : info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54 000

Couverture : Laurent Cocchi



Dans le prochain numéro :

L'Afrique du Sud est bien plus qu'un pays en Afrique australe. Seule une collaboration transfrontalière permettra de résoudre les problèmes locaux, dans la mesure où elle favorisera le développement commun de toute la région.

